

AVANT-PROJET

**POUR LA MAISON
DE L'HISTOIRE DE FRANCE**



MAISON DE L'HISTOIRE
DE FRANCE

COMITÉ D'ORIENTATION
SCIENTIFIQUE

AVANT-PROJET
POUR LA MAISON
DE L'HISTOIRE DE FRANCE

Juin 2011

SOMMAIRE

L'avant-projet en résumé

Présentation

I. UNE MAISON COMMUNE

II. DES APPROCHES DU PASSÉ RENOUVELÉES

Durées et filiations

Homme et nature

Faits religieux, politiques symboliques

Entreprises, guerres, colonies

L'histoire des arts, des œuvres et des créations

Images et sons

III. ACCUEILLIR TOUS LES PUBLICS

De « musée » à « maison »

Des conditions de l'accueil

Quatre publics à fidéliser

IV. UNE OFFRE NUMÉRIQUE AMBITIEUSE

Un site de préfiguration en septembre 2011

Un portail dans le courant de 2012

V. UNE GALERIE DES TEMPS

Pourquoi une galerie des temps ?

La dorsale des temps et des espaces

Les moments : des « arrêts sur histoire »

Documents, objets etc. : que verra-t-on dans la galerie ?

VI. DES EXPOSITIONS ET AUTRES RENCONTRES

L'exposition temporaire de questions d'histoire

Des rencontres multiformes

VII. UNE OUVERTURE A L'EUROPE ET AU MONDE

Nécessairement européenne

Dans l'action culturelle extérieure

La mise en synergie

VIII. UNE VALORISATION DE LA RECHERCHE

IX. UN RÉSEAU DE PARTENAIRES

Les « partenaires premiers »

Les grandes institutions de référence

Les « mille lieux d'histoire et de mémoire »

Les liens européens et internationaux

X. UNE EXPOSITION DE PRÉFIGURATION

XI. DES AVANCÉES NÉCESSAIRES

Annexe

Le Comité d'orientation scientifique

EN RÉSUMÉ

Installé par le ministre de la Culture et de la Communication le 13 janvier 2011, le Comité d'orientation scientifique de la Maison de l'histoire de France réfléchit depuis cette date à la conception, selon les mots du ministre, d'un « établissement culturel qui aura vocation à présenter au plus large public, sous des formes variées et évolutives, le rapport que les Français et tous ceux qui vivent en France – en métropole comme outre-mer – ont entretenu et entretiennent avec l'histoire, mais aussi avec les mémoires, les patrimoines et les cultures ». Fruit des travaux du Comité, l'« avant-projet » de la Maison de l'histoire de France livré aujourd'hui au public se propose de dessiner les contours intellectuels de cette future Maison.

Lieu d'exposition, d'information et de réflexion sur le passé de la France, la Maison de l'histoire de France aidera à la diffusion et la transmission de la connaissance historique, en montrant et en expliquant des documents, des traces, des images et des sons, des œuvres et des idées. Elle cherchera à comprendre et faire comprendre, et s'efforcera de faciliter l'accès, par le biais de la culture historique, à une certaine vérité de soi-même, des autres et du monde. Cette vocation sous-entend naturellement que la Maison ne sera ni une école d'application identitaire, ni la tribune d'une histoire officielle, ni non plus un étalage de diversités et de pluralités d'où seraient perdues de vue la singularité et la continuité de notre pays.

ACCUEILLIR TOUS LES PUBLICS

Consciente du décalage entre l'histoire savante et la soif d'histoire manifestée par le grand public, consciente aussi des mille réalités que recouvre le terme d'« historien », de l'universitaire chevronné au professeur de collègue, du diplômé de l'École des chartes à l'animateur d'une ville d'art et d'histoire, du conservateur de musée à l'érudit local en passant par le romancier ou le scénariste, la Maison de l'histoire de France s'efforcera, dans un souci constant de rigueur et de sérieux, d'offrir à chacun des réponses adaptées à son désir en matière d'histoire.

Située dans le centre de Paris, elle bénéficiera de cet emplacement privilégié, au cœur d'un quartier dont les institutions culturelles accueillent chaque année entre cinq et six millions de visiteurs. Ouverte au plus grand nombre grâce à une politique tarifaire attractive, elle sera pour tous les publics traditionnels des musées d'histoire et les amateurs de patrimoine historique un lieu de rencontre naturel. Elle s'attachera en outre à attirer et à fidéliser, d'une façon ambitieuse et inventive, trois autres catégories de publics : le public des touristes, de proximité, nationaux ou étrangers : public chaque année attiré en masse par la France, mais qui souffre de l'absence d'un lieu offrant une synthèse sur l'histoire de ce pays et, de la même façon, d'un lieu de réflexion sur les transferts culturels et l'histoire comparée des peuples, des nations et des États. Ne serait-il pas enrichissant qu'un touriste japonais ou américain puisse comparer la chronologie de l'histoire de son pays avec celle de l'histoire de France ? Le public des professionnels en formation initiale ou continue, public d'actifs pour qui la recherche d'une reconversion ou d'un complément de formation pourrait s'accompagner d'une proposition de redécouverte des notions de transmission et d'héritage, par le biais de l'histoire du travail, des techniques et des professions ; le jeune public enfin, vers lequel la Maison de l'histoire de France souhaiterait effectuer un effort particulier, en conjuguant les nécessités de l'enseignement scolaire et la curiosité de chaque enfant ou de chaque adolescent.

S'appuyant sur les acquis décisifs des services éducatifs, la Maison souhaite explorer des voies complémentaires, inventer en quelque sorte une « Main à la pâte » historique qui stimule l'attrait pour l'histoire comme celle-ci l'a fait pour l'enseignement des sciences.

UNE OFFRE NUMÉRIQUE AMBITIEUSE

L'offre vers le public sera conçue à la fois de façon réelle et virtuelle, chacun de ces deux domaines répondant à l'autre, le complétant et l'enrichissant. C'est pourquoi la Maison développera une stratégie numérique qui soulignera l'actualité de l'histoire, reflètera ses activités et celles de ses partenaires – un calendrier des manifestations culturelles historiques en France, ainsi que leur conservation virtuelle, sous des modalités à définir, paraîtraient utiles – et mettra à la disposition de chacun, d'une façon ordonnée et distanciée, des ressources documentaires. L'offre numérique de la Maison sera présente dans sa muséographie, en lien avec tous les autres types de médiation. Elle se déclinera aussi par des productions propres, en particulier dans le domaine de l'éducation électronique. En partenariat avec les grands acteurs de ce domaine, la Maison s'efforcera de mettre à disposition des archives audiovisuelles, et explorera les voies d'une WebTV ou d'une télévision connectée. Sa stratégie numérique s'appuiera d'abord sur un site internet de préfiguration, ouvert à l'automne 2011, puis sur un portail, qui ouvrira dans le courant de l'année 2012 et dont le contenu s'enrichira progressivement.

UNE GALERIE DES TEMPS

Pièce maîtresse de l'offre de la Maison, la galerie des temps occupera une superficie qui ne devrait pas être inférieure à 2500 m². Parce que l'histoire de France ne saurait se résumer au maniement d'une console de jeux, parce que rien ne remplace le contact avec la matérialité de l'objet, cette galerie donnera à voir une synthèse de l'histoire de France, des premières traces de l'homme sur le territoire jusqu'à nos jours. En insistant sur la continuité sans manier la téléologie, en montrant le mélange de ruptures et de cohérence qui forment la trame de l'histoire d'une nation, la galerie donnera sur l'histoire de France un regard distancié et interrogateur, qui s'efforcera sans cesse de susciter la surprise et de stimuler l'intelligence du visiteur. L'espace sera articulé en deux grands ensembles : une dorsale chronologique, qui permettra de parcourir le temps dans sa continuité ; des cellules, ouvrant sur cette dorsale, qui présenteront des moments d'histoire. La dorsale chronologique permettra au visiteur d'entrer lui-même dans l'histoire et de mesurer la profondeur du temps ; en multipliant et en croisant les séries chronologiques, elle permettra à chacun d'inscrire son propre temps – celui de sa famille ou de son pays – dans le temps de l'histoire de France ; elle couplera autant que possible les éléments chronologiques et les cartes, et montrera aussi bien les grandes lignes de l'évolution des institutions politiques que celles de la vie quotidienne. Les « arrêts sur histoire » que seront les moments ne seront pas exhaustifs et seront, dans la mesure du possible, régulièrement renouvelés. Chacun d'entre eux sera construit suivant le même principe, et présentera à la fois des éléments de connaissance (images, objets), le travail de l'historien confronté à ces éléments, et la mémoire du moment, en montrant ses différentes interprétations historiographiques.

La Maison de l'histoire de France ne possèdera pas de collection en propre. Tout en mettant en œuvre toutes les possibilités de la muséographie virtuelle, elle exposera néanmoins, au moyen de prêts ou de dépôts avec des institutions partenaires, des objets authentiques, sur lesquels elle s'attachera à porter un regard historique.

DES EXPOSITIONS ET AUTRES RENCONTRES

Sans empiéter sur le domaine des beaux-arts, où nombre d'institutions culturelles françaises excellent, la Maison développera, en complément de la galerie des temps, des cycles d'expositions temporaires de questions d'histoire. L'organisation et les contours de celles-ci donneront lieu, d'ici à l'ouverture de la Maison, à une réflexion approfondie, qui s'appuiera sur les exemples existants. Sans récuser la valeur esthétique des objets montrés, ces expositions s'efforceront de montrer l'histoire de phénomènes, d'institutions, de relations entre la France et différents pays... Elles remettront les objets et les textes historiques dans leur contexte, expliqueront les problématiques qui s'y attachent et leur histoire. Elles pourront être de grande ampleur – ainsi d'une exposition sur les relations franco-chinoises à travers les siècles – aussi bien que de taille moyenne ou modeste, pour faire connaître par exemple au public les fruits de l'achèvement d'un programme de recherche en sciences humaines soutenu par l'Agence nationale de la recherche. Elles s'attacheront sans exclusive à tous les domaines de l'histoire, en s'articulant dans la mesure du possible ou du souhaitable aux calendriers culturels européen et français. La Maison de l'histoire de France mettra en valeur, dans son calendrier d'expositions, les institutions de son réseau, par le biais de coproductions ou bien de l'accueil à Paris d'expositions locales. Un calendrier proposant chaque année une grande exposition, deux expositions de taille moyenne et trois ou quatre expositions-dossiers paraît correspondre aux ambitions de la Maison.

À ces expositions, qui seront toujours assorties de cours, conférences, rencontres, projections, publications, s'ajouteront différentes manifestations, dont les contours sont encore à préciser, qui inscriront la Maison dans l'espace médiatique : journées de l'histoire de France, prix de l'histoire de France, etc.

UNE VALORISATION DE LA RECHERCHE

Le paysage de la recherche française en sciences humaines est riche et varié. La Maison de l'histoire de France ne deviendra pas un institut supplémentaire de recherche, une université-bis ou un deuxième CNRS. En revanche, attachée à la diffusion la plus large de la connaissance historique, elle doit acquérir dans les cercles universitaires une légitimité, et s'efforcer de bâtir des ponts entre ces cercles et le public de ses visiteurs, qu'ils soient réels ou virtuels. La Maison développera donc par différents biais une politique de valorisation de la recherche. Elle pourra d'abord accueillir des résidents, pour des durées limitées, dont les thèmes de recherche seront en lien avec ses activités culturelles : ainsi, un chercheur étranger sur l'histoire de France pourra résider à la Maison le temps de préparer une exposition qui y sera produite et le cycle de conférences et de rencontres qui y sera associé. Sur le plan local, la Maison développera un collège de correspondants, représentants des différentes facettes du domaine culturel historique. La mission de ces correspondants sera de relayer les activités et les offres de la Maison, et de faire remonter vers celle-ci les initiatives et les expressions de besoins. Ce réseau sera mis à profit pour l'organisation d'une « université populaire » autour de l'histoire, articulée à la fois autour de l'histoire de France en général et autour du calendrier culturel de la Maison. Seront ainsi proposés des cours, des conférences, des rencontres, des cours d'initiation à la méthode historique, des débats d'actualité... Pour un public plus averti, la Maison développera aussi une politique d'aide à la publication, numérique ou imprimée, de sources historiques et d'outils pour les historiens (bibliographies, guides de sources). Elle organisera également, à un rythme régulier, des « rencontres de l'histoire de demain », où tous les acteurs de l'histoire (chercheurs



professionnels, personnels du patrimoine, etc.) seront amenés à réfléchir sur l'épistémologie et les méthodes de l'histoire, et à comparer méthodes, sources et approches.

UN RÉSEAU DE PARTENAIRES

La Maison de l'histoire de France agira en interaction avec une multiplicité d'institutions qui ont à connaître de l'histoire, sous une forme ou sous une autre, et qui peuvent s'inscrire dans quatre ensembles distincts. Viennent d'abord les « partenaires premiers » ; parmi eux, neuf musées nationaux, dont le ministre de la Culture a souhaité qu'ils forment avec la Maison une confédération : le musée national de Préhistoire des Eyzies-de-Tayac (Dordogne) ; le musée d'Archéologie nationale de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines) ; le musée de Cluny-musée national du Moyen Âge (Paris) ; le musée national de la Renaissance à Écouen (Val-d'Oise) ; le musée national du Château de Pau (Pyrénées Atlantiques) ; le musée des Plans-reliefs à l'hôtel des Invalides (Paris) ; l'établissement public du Château de Fontainebleau (Seine-et-Marne) ; le musée national de Malmaison et Bois-Préau (Hauts-de-Seine) et ses annexes (musées de l'île d'Aix et maison Bonaparte d'Ajaccio) ; les musées et domaine nationaux de Compiègne (Oise) et le musée national de la coopération franco-américaine de Blérancourt (Aisne). S'y ajouteront six institutions supplémentaires, dont les collections et les missions complètent le spectre d'activité de la Maison : le musée Carnavalet d'histoire de Paris, le Centre historique minier de Lewarde (Nord), le Centre européen du résistant déporté sur le site de l'ancien camp de concentration de Natzweiler au Struthof (Bas-Rhin), la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC) à Nanterre (Hauts-de-Seine) et son musée d'histoire contemporaine de l'hôtel des Invalides à Paris, le musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (MUCEM) à Marseille (Bouches-du-Rhône), les Archives nationales d'Outre-mer à Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône).

Avant la création de l'établissement public de la Maison de l'histoire de France, le ministère de la Culture et de la Communication fixera les liens avec le nouvel établissement des neuf musées nationaux concernés par le projet. L'association de préfiguration et le Comité d'orientation scientifique, quant à eux, auront pris les contacts nécessaires avec les six autres établissements pour définir des mesures concrètes de partenariat, et prépareront des conventions pour mettre en œuvre ces mesures.

Dans un second ensemble apparaîtront les grandes institutions de référence historique : grandes institutions culturelles (Archives nationales, Bibliothèque nationale de France, musée du Louvre...), grands musées d'histoire de province (musée Dauphinois à Grenoble, musée d'Aquitaine à Bordeaux...), institutions de la représentation nationale et hauts lieux nationaux (Assemblée nationale et Sénat, Panthéon...). Viendront ensuite les « mille lieux d'histoire et de mémoire » qui parsèment notre pays : musées, Villes et Pays d'art et d'histoire, services d'archives départementales et municipales, bibliothèques, monuments, sociétés savantes, historiques et mémoriaux, maisons de grands hommes et d'écrivains, unités de recherche universitaires... Pour tous ces lieux, et en lien avec les réseaux professionnels qui les fédèrent déjà, la Maison sera un lieu d'échange et de partage d'information, de propositions et d'initiatives culturelles, réelles ou virtuelles. Elle s'efforcera de faire vivre ce réseau par l'adoption d'un thème bisannuel de recherche, susceptible de mettre en valeur simultanément les fonds et collections d'institutions diverses. Choisis et annoncés de façon anticipée, ces thèmes seront déclinés sous la forme de publications, de rencontres et de manifestations locales, avant d'être clos par une grande exposition, à vocation itinérante.

Le dernier ensemble constitutif du réseau de la Maison sera européen et international. Par des échanges réguliers avec les sociétés savantes étrangères dédiées à l'histoire de France, la Maison s'efforcera de faire connaître auprès du public français les travaux des historiens étrangers. Elle nouera aussi des liens avec ses « sœurs » des autres pays d'Europe

et d'ailleurs : musée du Risorgimento à Turin, musée de l'Europe et future Maison de l'histoire européenne à Bruxelles, *Imperial War Museum* à Londres, musée national d'Écosse à Édimbourg, *Deutsches Historisches Museum* à Berlin, *Haus der Geschichte der Bundesrepublik Deutschland* à Bonn, musée national d'histoire des États-Unis à Washington, musée de la Civilisation à Québec.

L'établissement public de la Maison de l'histoire de France sera créé le 1^{er} janvier 2012. Il mettra en œuvre, à la fin de la même année et dans un lieu emblématique, une exposition de préfiguration qui, sous le titre provisoire de *La France, quelle histoire !*, « dira » la France, à partir de plusieurs thèmes qui semblent l'incarner dans sa singularité. Le Comité d'orientation scientifique est confiant dans le fait que l'État saura, tout au long de ce processus, rendre possible, par les investissements humains et matériels nécessaires, l'ensemble des préconisations contenues dans le présent avant-projet.



PRÉSENTATION

Le moment est venu de mettre à disposition de tous et de chacun un lieu culturel d'exposition, d'information et de réflexion sur le passé de la France : une Maison où sera examiné le croisement entre un mot, « histoire », et un nom, « France », dont les raisons sociales évoluent en ce début du XXI^e siècle. Cette Maison ne sera pas une école d'application identitaire, un entre-soi national, une assignation à résidence, une université-bis, un forum ou un prétoire ; pas davantage un étalage de diversités et de pluralités d'où seraient perdues de vue la singularité et la continuité de ce pays. Portes et fenêtres ouvertes, à la découverte de tous les horizons, elle favorisera la fréquentation par le plus large public de documents, de traces, d'images et de sons, d'œuvres et d'idées. Elle a l'ambition culturelle d'aider à la diffusion et la transmission de la connaissance historique pour mieux questionner le vivre-ensemble hier et demain ; de comprendre et faire comprendre, pour accéder, par la culture historique, à une certaine vérité de soi-même, des autres et du monde.

Elle sera donc un lieu où chacun trouvera des outils de compréhension et des occasions de questionnement de l'histoire de France ; un « établissement culturel qui aura vocation à présenter au plus large public, sous des formes variées et évolutives, le rapport que les Français et tous ceux qui vivent en France – en métropole comme outre-mer – ont entretenu et entretiennent avec l'histoire, mais aussi avec les mémoires, les patrimoines et les cultures », disait le ministre de la Culture et de la Communication le 13 janvier 2011 en installant le Comité d'orientation scientifique chargé de « garantir la rigueur scientifique des contenus de la Maison », d'élaborer « l'ensemble des composantes de son projet » et, passé le temps de sa préfiguration, de se prononcer sur « sa politique culturelle ».

Le projet définitif pour la Maison sera remis à M. le ministre en janvier 2012. Il tiendra compte des remarques et propositions qui auront suivi la diffusion du présent avant-projet, où les préconisations du Comité sont exposées en dix points :

I- La Maison de l'histoire de France sera bâtie au croisement du souci social de n'être pas coupé du passé et du libre souci scientifique d'élaborer des savoirs qui aident à lire et comprendre celui-ci. Maison commune, elle proposera des services et des rencontres et favorisera les initiatives pour promouvoir une culture et des connaissances d'ordre historique.

II- Elle mettra en valeur des domaines de recherche et des questionnements qui renouvellent l'approche générale de l'histoire de la France, ainsi que différents thèmes historiques. Sont ici évoqués, à titre d'exemple : les durées et les filiations ; l'homme et la nature ; les faits religieux ; les politiques symboliques ; l'histoire de l'entreprise ; celle de la violence et des guerres ; celle des colonies et de l'outre-mer ; celle des arts, des œuvres et des créations, des images et des sons.

III- Tous les publics devront y trouver les preuves d'une politique de démocratisation et de renouvellement de la connaissance du passé de la France. Seront accueillis de manière particulièrement attentive : le « grand public » des amateurs d'histoire ; les touristes nationaux et étrangers ; les professionnels en formation ; les enfants et les jeunes.

IV- Son ambition sera démultipliée par une offre numérique ambitieuse, attachée à la valorisation de l'histoire par la référence documentaire, la mise à disposition de sources, la hiérarchisation des initiatives et l'orientation des internautes. Son site de préfiguration sera lancé en septembre 2011 et son portail dans le courant de l'année 2012.



V- Sa « galerie des temps », permanente et évolutive, fera parcourir l'histoire de la France en proposant deux entrées : une dorsale chronologique signalant temps et espaces ; des cellules ouvrant sur la dorsale et pouvant être parcourues de manière autonome, qui présenteront des « moments d'histoire », toujours actualisés par la recherche. Elle combinera ainsi le respect du « regard premier » sur l'histoire de France, l'exposition du cours des siècles et des héritages, la comparaison avec d'autres exemples nationaux et la mise à distance critique.

VI- La Maison contribuera à la réflexion sur la nature de l'exposition d'une question d'histoire. Elle proposera de grandes expositions d'intérêt régional, national, européen et international ; des expositions de taille moyenne ; des expositions-dossier très mobiles ; des rencontres multiformes (fêtes, journées, prix, cafés, etc.) et, tous les deux ans, une réflexion historique et une animation culturelle démultipliée sur un grand sujet d'histoire. Toutes ces manifestations seront organisées en liaison avec ses partenaires et orchestrées par ses correspondants.

VII- Nécessairement européenne, inscrite dans l'action culturelle extérieure de la France, sensible à l'histoire des transferts culturels comme au « postcolonial », la Maison aura vocation au décloisonnement scientifique et culturel, à l'ouverture aux histoires du monde et à la valorisation de la culture historique française à l'étranger.

VIII- Elle s'attachera à valoriser la recherche sur l'histoire de la France par l'accueil de résidents français et étrangers, l'installation d'un réseau régional et international de correspondants, l'organisation chaque année de « Rencontres de l'histoire de demain » et d'une « Université populaire », la publication et la mise à disposition de ressources documentaires.

IX- La Maison ne pourra devenir un pôle de rassemblement qu'en favorisant et accueillant les initiatives, en multipliant les partenariats et en les mettant en synergie jusqu'à constituer un réseau. Sans négliger les réseaux professionnels existants, elle aura pour « partenaires premiers » neuf musées nationaux et six autres établissements, dont les activités et les ressources vont de la préhistoire à nos jours. Elle travaillera aussi avec les grandes institutions de référence, favorisera les rencontres dans les « mille lieux d'histoire et de mémoire » dispersés en France et nouera des liens étroits avec de grands établissements à l'étranger.

X- Une exposition de préfiguration, sur « La France, quelle histoire ! », ouverte à la fin de l'année 2012, apportera la première pierre à la construction de la Maison. La singularité historique de la France, dans son contexte européen et mondial, y sera abordée sous différents aspects.



UNE MAISON COMMUNE



En fréquentant la Maison de l'histoire de France, le visiteur apprendra d'abord que les nations ne viennent pas tout armées du fond des âges, qu'elles ne sont pas des réceptacles clos de traditions et d'identités mais des constructions collectives plus récentes qu'on ne croit, faites d'antagonismes et de pluralités, de brassages et d'assimilations, d'intégrations et de rejets, d'affrontements et d'accommodements constants de l'Un avec l'Autre. « Compromis entre des contradictions », disait Ernest Renan, chacune d'elles n'a évolué qu'en s'accordant au cours du monde environnant et en vivifiant l'attachement, toujours relatif, toujours à conquérir et à formuler, de chacun au vivre et œuvrer ensemble. Dans leur concert, la France a jusqu'ici argué face au monde d'une singularité historique, signe d'une volonté partagée et reposant aujourd'hui sur « quatre piliers » (Patrick Weil) – le principe d'égalité, le grand souvenir de 1789, la langue française et la laïcité – qui ont soutenu, pour parler comme Pierre Nora, la rédaction et la récitation d'un « roman national » magnifié au XIX^e siècle, disputé au XX^e et ébranlé voire dénié au XXI^e.



Nonobstant, il s'agira de montrer, d'argumenter et d'instruire sans songer à romancer ni à réciter de nouveau ; de récuser l'histoire officielle, la vocation innée, l'identité close et la téléologie ; de prendre en compte et de valoriser, en appui pour tout débat collectif, les acquis et les avancées de la connaissance historique. Il faudra accueillir le spécialiste et l'amateur, le promeneur et le passionné, les publics français et étrangers : tous ceux qui voudront connaître et interroger l'histoire aussi composite que singulière de ce pays et la comparer à celles d'autres pays ; tous ceux aussi qui voudront confronter celle-ci à leur propre passé, leur mémoire, leur ascendance et leur culture. La Maison montrera donc une histoire de la France ouverte sur l'outre-mer, l'Europe et le monde ; une histoire comparatiste, puisque toute connaissance est, aujourd'hui, nécessairement comparée.

Pourquoi avoir lancé et formuler un tel projet ? Parce qu'une société comme la nôtre connaît un dérangement de la temporalité en ce XXI^e siècle de l'espace planétaire rétréci et du temps accéléré, du temps perdu, du manque de temps et du « présentisme ». Parce qu'à dénier souvent au temps son autorité, nous rejetons tout passé qui encombre ou aliène, nous ne supportons plus la durée, nous laissons l'immédiat prévaloir sur elle, nous subissons la dictature de l'urgence. Dès lors, nous vivons souvent un télescopage entre les récits des origines et les sentiments d'appartenance, entre la terre natale et la terre de vie, entre les espaces proches et lointains, entre la nationalité, l'identité et la citoyenneté, entre le temps, l'histoire et la mémoire. Si bien que, disent certains, nous désapprenons l'art d'hériter et de transmettre, nous subissons une double déprise de l'en-deçà et de l'au-delà, du passé et de l'avenir. Pourquoi, dès lors, ne pas tenter d'aborder l'histoire de la France en se saisissant de cette inquiétude contemporaine ?

Dans cette Maison sera donc exposé, sous des formes variées et évolutives, le rapport que les Français et tous ceux qui ont vécu dans l'Hexagone, outre-mer ou à l'étranger, chacun dans leurs univers mentaux et leurs cultures propres, ont entretenu avec l'origine et la filiation, le passé et donc l'histoire tels que la société et l'école les ont relatés et fait réciter, mais aussi avec des mémoires et des patrimoines, des œuvres et des cultures qui les ont reliés personnellement au temps d'avant. Cette Maison tentera de faire comprendre que l'entretien d'un rapport au passé distancié, collectif et intime à la fois, fut et demeure nécessaire pour passer de l'inné à l'acquis, pour faire société et vivre ensemble. Français ou étranger, le visiteur du XXI^e siècle pourra y venir pour s'informer des progrès de la connaissance de cette antériorité nécessaire et pour comprendre « ce qu'il s'est passé » en France, par comparaison avec sa propre histoire.

Il s'agit d'ouvrir une maison commune où ne sera pas promue, répétons-le, une histoire repliée sur elle-même, passiste ou nostalgique, mais de rendre visible et attrayante, en toute rigueur scientifique, une connaissance authentifiée du passé ; d'y perfectionner le goût et le sens de l'antériorité et du devenir ; d'y documenter nos quêtes mémorielles, nos recherches de racines et de généalogies ; d'y authentifier notre fascination archéologique par « le sombre abîme du temps », comme disait Buffon avant Laurent Olivier, mais aussi notre souci de filiations, d'héritages et de transmissions, notre passion des origines. Bref, d'y satisfaire une curiosité pour le passé désormais multiforme, d'y offrir des explorations en tous genres qui répondront à une demande, toujours massive et gourmande en France, de sources, de traces, de monuments, d'œuvres qui continuent d'émouvoir, de passionner et de nourrir une quête du sens face à une modernité trop souvent amnésique. Chaque visiteur et familier de la Maison pourrait ainsi devenir un peu plus contemporain de lui-même et des autres, pourrait vouloir à plus juste titre ne pas perdre le fil du temps.

Le propos est assurément très ambitieux. Trop, disaient certains ; inutile, obsolète ou nuisible, pensaient d'autres. La Maison pourtant relèvera ces défis parce que

l'histoire, en tous lieux et sous toutes ses formes, est compréhension et non connivence, intelligibilité et non révérence, science humaine qui éclaire : machine à connaître et à rendre intelligible. C'est dire que la Maison valorisera et diffusera l'histoire dans toutes ses dimensions politiques, économiques, sociales, scientifiques et techniques, nationales et internationales, mais aussi religieuses, intellectuelles, littéraires et artistiques, en ce nouveau siècle dont les provocations affûtent les hypothèses de travail des historiens, démultiplient les moyens d'investigation et de documentation mis à portée de tous par la révolution numérique, ouvrent l'éventail des curiosités, provoquent les mémoires et renouvellent les questionnements du passé.

L'histoire de la France dans sa Maison tiendra compte aussi d'un trait de notre époque : cette société où le fil du temps se distend est pourtant traversée – paradoxe ? Revanche ? Compensation ? – par une offre et une demande d'histoire aussi fortes que diversifiées. On pouvait parler naguère d'histoire savante saisie par les médias, de « petite » et de « grande » histoire ou de métamorphoses télévisuelles d'Ernest Lavisse. Il faut aujourd'hui reprendre et renforcer l'examen des adhérences démultipliées entre le monde de la recherche historique et celui des enseignements ; entre celui des professionnels de l'étude du passé et celui des amateurs, des érudits et des collectionneurs d'histoire ; entre celui de l'imprimé vulgarisateur et du numérique qui peut faire mieux que copier-coller des connaissances, ceux de l'image et du son, des fêtes et des festivals ; entre celui des savoirs d'ordre historique et celui des mémoires, des patrimoines et des créations qui réinventent ou réécrivent eux aussi un rapport volontariste au passé. Ces adhérences sont socialement activées et entretenues par nombre d'associations, de réseaux divers, de « forces vives » et d'entreprises en mal de leur histoire, d'institutions nationales et de collectivités territoriales qui bruissent de projets culturels, de sociétés savantes, de cohortes entêtées de généalogie, d'archéologie et de sauvetage des patrimoines, de réseaux de collectionneurs, d'entrepreneurs du culturel en tous genres. Toutes et tous se penchent à leur manière sur le passé collectif et les racines entremêlées ; tous tirent sur la chaîne du temps. Ce besoin d'histoire, cet appel à l'antérieur doivent trouver un écho, une place et un soutien à la Maison de l'histoire de France.

Il s'agit donc de construire celle-ci au croisement du souci social et mémoriel de n'être pas désaccordé et dépossédé du passé, et du libre souci scientifique d'élaborer des savoirs qui aident à lire et comprendre ce passé. Il s'agit d'y promouvoir une culture et des connaissances historiques sous assurance savante, qui permettront de rendre plus intelligible à tout visiteur la rencontre multiséculaire, en France, du particulier et de l'universel, de la diversité et de l'unité, de l'Un et de l'Autre.





DES APPROCHES DU PASSÉ RENOUVELÉES

Toujours au service de son public, la Maison empruntera les meilleures voies d'accès à la connaissance et à la culture historiques offertes par les savoirs d'aujourd'hui. Sur le spectre de masse de ses interrogations et de ses propositions, sur les pleins et les déliés qui ont uni et désuni l'histoire, les mémoires, les patrimoines, les cultures, les créations et les groupes sociaux, elle appliquera les outils et le fournement de l'historien et des spécialistes des autres sciences sociales, aujourd'hui si pleins de promesses.



Ce faisant, elle n'oubliera pas que toute composition de l'histoire, aujourd'hui, requiert le libre jeu des échelles spatiales, locales, nationales, mondiales et tout particulièrement, dans le cas de figure français, régionales et européennes ; que l'histoire n'est plus l'« affaire d'hommes » qu'elle fut trop longtemps en dédaignant l'histoire des femmes et celle des genres ; qu'elle s'attache à comprendre les transferts entre peuples autant que leurs atavismes ou leurs quêtes, conflits et débats identitaires ; qu'elle passe du mono- au bi- puis au multilatéral ou au multipolaire, qu'elle se veut aujourd'hui comparative, interdépendante, « mondiale » et même « globale » comme jadis elle se voulait « générale » ou « universelle » ; qu'elle valorise les échanges et les interactions plus que les identités, les pluralités plus que les singularités ; qu'elle relativise ou refuse tout abus des « devoirs de mémoire » ; qu'elle entend préserver la liberté d'investigation et de réflexion des chercheurs pour mieux la mettre à disposition de tous ; qu'elle n'est pas propriété exclusive des historiens mais bien commun pour tous.

La Maison montrera des archives et des sources, des traces et des signes, des œuvres et des lieux, des biens et des créations ; elle aura aussi l'ambition de se saisir, pour les expliciter et les revisiter peut-être, de grands mots comme « peuples et civilisations », « guerres et paix », « réformes et révolutions », « héritages et transmissions », « ruptures et continuités », « proche et lointain », « nature et culture ». Et de signaler à tous les publics la question-clé, l'entêtement imprescriptible : comment vivre avec le passé et, pour ce faire, à quoi sert l'histoire ?

On ne manquera pas, d'abord, de questionner en ce sens, sans relâche, l'« *histoire de France* » telle qu'elle a été constituée en récit des origines, en art autorisé à raconter, identifier et authentifier une France intrinsèque. Cette histoire-là fut un brochage en fresques d'un pluriel toujours gros d'unité, un hymne à la continuité gratifiante : une mise en scène, par récits et récitations successifs, pour Dieu, pour le Roi puis pour la Nation et la République. Cette orchestration multiséculaire est socialement et culturellement désaccordée aujourd'hui, on l'a dit, par l'affirmation de mémoires particulières, la montée des repentances, des révisionnismes et des mises en accusation du passé, sans parler de l'effilochage du fil du temps et de la recherche d'un nouveau « régime d'historicité » (François Hartog). Elle a perdu de sa superbe mais elle reste une référence pour apprendre à considérer l'avenir.

Il s'agira donc de mettre en œuvre les questionnements nouveaux sans préjuger ni des avatars ni de la vivacité, aujourd'hui, du sentiment national lui-même en France ; sans dissimuler la vieille interrogation, sanglante ou pacifiée, sur la grandeur, la rivalité et l'égoïsme de tout État-nation. Comment ? En référant avec constance et application à la recherche historique et à ses effets collectifs. C'est pourquoi, répétons-le, le meilleur garant des activités de la Maison sera la connaissance historique elle-même, ses progrès, ses questionnements renouvelés, sa capacité à nourrir une réflexion sur l'agir-ensemble et le devenir. En œuvrant ainsi, la Maison devra sans aucun doute assumer à tous ses étages le risque de déconstruction et de mise en cause critique de la construction légendaire. Elle devra constamment prendre acte de ce désaxement qui porte à préférer le pluriel à l'unité, l'archipel au continent, pour remettre en cause les paradigmes nationaux.

Ses travaux devront néanmoins tenter de retourner le gant à toute occasion pour proposer au visiteur trois registres de réflexion sur une certaine continuité-qui-a-fait-France : - d'abord, sur « la France avant la France », sur le cheminement « du fond des âges à nos jours », sur la multiplicité des aires géographiques et régionales, ultra-marines et continentales, politiques et culturelles où le temps fut à l'œuvre : sur le « mystérieux enfantement » selon Michelet ; - ensuite, sur la texture du fil rouge qui a maintenu une capacité à « faire France » (fut-ce la seule affirmation de l'État puis de la Nation, ou des processus socioculturels plus prégnants encore – la langue, notamment ?), sur la nature d'un être collectif, d'un destin commun et d'« un héritage de gloires et de regrets à partager », comme disait Renan ; - enfin, sur les rapports, siècle après siècle, entre la réalité du monde et les représen-

tations sociales et mentales qu'en eurent les hommes et les femmes dans tous les espaces et les régions devenus français, ce pain quotidien de toute histoire culturelle. Bref, il s'agit d'apprendre à considérer derechef et à questionner cette France, tenue depuis si longtemps pour unie et plurielle, singulière et commune, régionale et étatique, mixte de divisions et de sagas ; de rendre plus intelligible le cours historique d'une aventure humaine parmi d'autres, « sans cesse menacée par l'insignifiant », disait René Char, et si souvent portée à arguer d'une vocation universelle.

Ce questionnement se déclinera par l'exploration de différents domaines de l'histoire. En voici quelques-uns, présentés ici à la volée, sans ordre hiérarchique, qui pourraient aider la Maison à éclairer et densifier sa quête d'intelligibilité pour tous.

DURÉES ET FILIATIONS

On retiendra, pour premier exemple, la complémentarité des travaux des historiens, des archéologues et des ethnologues. Au cours des trente dernières années, l'*archéologie* a connu en effet un essor sans précédent et qui passionne tous les publics, grâce au développement des fouilles préalables aux grands travaux d'aménagement. On peut grâce à elle reculer l'apparition des premières traces d'humanité sur le territoire national à un passé vertigineux vieux d'environ d'un million et demi d'années, ce qui éclaire crûment la notion de « France préhistorique » et renouvelle l'écriture de toute pré-histoire. On renouvelle la connaissance de « la France avant la France », de la « gauloise » ou la « gallo-romaine », de la « barbare » d'avant l'an mil, par l'apport archéologique, alors que le stock documentaire écrit sur ces périodes reste limité, connu et non susceptible d'accroissement. De plus, les fouilles sur les périodes modernes et contemporaines, que l'on pensait intégralement et même surabondamment documentées par les sources historiques classiques, ont apporté une moisson de révélations inédites, en particulier sur la marque de la révolution industrielle et sur les modes de vie du passé plus récent. L'apparition d'une archéologie du passé le plus proche, celle notamment qui étudie les vestiges des traumatismes majeurs qu'ont été les deux conflits mondiaux du XX^e siècle, est même en train de modifier considérablement nos savoirs et de rendre plus visible que jamais le rôle social et culturel de la discipline archéologique.

C'est dans le domaine de l'histoire de l'occupation du sol que le renouvellement des connaissances est le plus spectaculaire et le plus radical. Explorant de grands « transects » ouverts sur des centaines de kilomètres de longueur par les chantiers autoroutiers, ou étudiant des surfaces destinées à être aménagées sur plusieurs dizaines de kilomètres carrés, l'archéologie est passée de l'échelle de l'étude des sites à celle de l'analyse des paysages. Ces trouvailles ont bouleversé notre vision des civilisations du passé, notamment protohistoriques, en montrant que l'empreinte sur l'environnement et la densité de l'occupation humaine avaient été beaucoup plus fortes qu'on ne l'avait imaginé. Des processus de dégradation irréversible de l'environnement, entraînés par la surexploitation du milieu ou des ressources naturelles, ont été mis en évidence par la géo-archéologie pour les périodes anciennes de l'histoire du territoire, à l'âge du Fer en particulier. Grâce à l'essor de l'archéo-géographie, on a éclairé le jeu des filiations et des héritages par l'intermédiaire desquels se sont construits, à une échelle plurimillénaire, les paysages et les réseaux d'occupation humaine. On a pu montrer notamment comment des dynamiques anciennes – pour certaines instituées dès la protohistoire, voire la préhistoire récente – ont façonné l'élaboration des paysages et continuent encore à peser sur leur fonctionnement actuel. On a vu, surtout, dans quelle mesure les territoires ruraux et urbains constituaient des objets complexes prenant forme dans la longue durée historique, dont la perturbation à la suite de travaux d'aménagement était susceptible de produire des effets à très long terme.



Ainsi l'archéologie n'est plus seulement passion des origines, lever de mémoire, socle patrimonial, forage des sources du parler, du religieux et de l'art : elle nous aide désormais à lire des durées, des filiations, des héritages et des paysages différenciés depuis plus longtemps qu'on n'imaginait. Elle lance de nouvelles questions sur des sujets qu'on croyait bien connus (le « temps des cathédrales », par exemple). Et l'archéologie préventive, répétons-le, a fait surgir d'impressionnantes données inédites sur la France moderne et contemporaine, qu'il s'agisse d'histoire militaire, d'aspects de la vie quotidienne ou d'évolutions urbaines. La Maison de l'histoire de France se devra, ô combien, de populariser tous les apports et toutes les révélations d'ordre archéologique. Une grande exposition sur « L'archéologie de l'histoire de France » serait un premier signe fort de cette ambition.

De même, l'*ethnologie* des populations, peuples, régions et cultures pourra être mise au service d'une prise de conscience du même ordre : longue durée et diversité sont au vif des processus historiques. Au XIX^e siècle, la démarche des folkloristes, collecteurs et autres apprentis ethnologues, était animée par la constatation, explorée ou objective, de la disparition des cultures et des sociétés paysannes. Le moment symbolique ou le moment de cristallisation de cette prise de conscience se situe au recensement de 1931 faisant apparaître que la population urbaine française dépasse la population rurale. La démarche était aussi mémorielle et patrimoniale (même si on n'utilisait pas alors ces termes), nostalgique et subjective : il s'agissait d'opérer une sélection dans les productions culturelles, puis plus tard les faits sociaux et techniques, en s'intéressant à ceux qui apparaissaient les plus typiques, pittoresques ou emblématiques d'une région. La définition du folklore s'est donc faite contre l'histoire et la dimension chronologique, l'ethnologie a voulu s'affirmer contre la discipline historique. Son association avec la muséologie, qui impliquait la collecte et la documentation d'objets, a renforcé un temps cette illusion. De plus, le souci de fonder scientifiquement la discipline toute naissante s'est appuyé sur des études de terrain, la consigne étant de comprendre comment tel ou tel aspect de la société fonctionnait ici et maintenant. Ainsi dans les années 1960 la démarche ethnologique était bien celle de pompiers pratiquant une action d'urgence, allant recueillir sur le terrain les derniers feux de telle activité, de telle trace culturelle, de tel système agro-pastoral (l'Aubrac par exemple). Délaissant ensuite une société rurale disparue, l'ethnologie s'est intéressée, dans le cadre du mouvement du patrimoine, aux traces laissées par l'activité de l'homme dans le monde de l'industrie. Aujourd'hui les collections ethnologiques aident à faire surgir une histoire des Français d'en bas, au travail, dans les champs, dans les ateliers, dans les mines et les usines.

La Maison de l'histoire de France traitera à la fois de l'histoire de la France et de l'histoire des Français ou de ceux, quel que soit leur nom, qui ont occupé cet espace géopolitique. La dimension ethnologique, si visible dans les musées de société, devra donc être présente dans la plupart des étapes chronologiques de sa galerie des temps comme dans la plupart des thématiques qui seront traitées dans des expositions temporaires ou adventices. Montrer l'Homme pensant, croyant, travaillant, dans des comportements qui s'inscrivent dans une longue durée tout en s'exprimant dans la diversité des régions, des terroirs, des « racines », des langues, des cultures locales : telle peut être la contribution de l'ethnologie à la Maison. Non seulement le paysan, la paysanne, mais aussi l'artisan, l'ouvrier, l'ouvrière, le soldat, le bourgeois et sa bourgeoise, les professions disparues, menacées ou prospères, y auront leur place : l'ethnologie sera, avec l'archéologie, une partenaire naturelle de la Maison.

Cette propension anthropologique ou archéologique ne dispensera pas la Maison d'avoir à nourrir ses réflexions et ses propositions en faisant recours, en toute occasion, à ce qu'on nommait naguère les « sciences auxiliaires » de l'histoire. Et, au premier rang, aux archives comme sources, sous toutes leurs formes, publiques et privées, écrites et orales, « papier » ou numérisées, en liaison avec le Service interministériel des Archives de France, les Archives nationales et, comme on le verra au point IX de cet avant-projet, les Archives nationales de l'outre-mer. Car aujourd'hui, « les archives sont en passe d'acquiescer un nouveau statut : au-delà de leur utilité comme source pour la recherche en sciences sociales et humaines, elles se construisent elles-mêmes comme objet de

connaissance et de questionnement scientifique, en définissant une interrogation sur les processus de mémoire et de conservation des sociétés » (Vincent Duclert) : le rapport de l'histoire à l'archive et de l'archive à l'histoire connaît une évolution prometteuse, à mettre en rapport avec la recherche d'un nouveau « régime d'historicité » qui nous saisit.

Il en est de même pour la notion si conquérante de *patrimoine* que la Maison entendra, comme il se doit, sous ses formes matérielles et immatérielles et dans toutes ses évolutions nationales et internationales (on pense d'abord au Québec et aux impulsions données par son musée de la Civilisation) observables depuis 1980. Car l'émoi patrimonial qui monte depuis lors, combiné avec la montée des enjeux mémoriels, n'a pas cessé depuis plus de trente années de provoquer la recherche historique (on sait l'apport des « Entretiens du patrimoine ») tout en stimulant les politiques, les manifestations (et d'abord, au meilleur sens national et européen, les « Journées du patrimoine ») et les pratiques culturelles dans ce pays. Il est inutile de détailler ici les attendus et les effets de cette « patrimonialisation » des interrogations sur le temps, le passé et donc l'histoire. Il suffit d'afficher l'ambition d'inscrire ceux-ci au plus fort des activités de la Maison de l'histoire de France, en étroite liaison avec la nouvelle Direction générale des patrimoines du ministère de la Culture et de la Communication, son réseau des Villes et Pays d'art et d'histoire et leurs Centres d'interprétation.

HOMME ET NATURE

Ces explorations d'ordre archéologique, anthropologique, archivistique et patrimonial devraient aider à élargir la comparaison entre des questions et problèmes posés par les sociétés et les civilisations d'hier et aujourd'hui. Au premier rang de ceux-ci, la *rétrospective du rapport entre l'homme et la nature* ou, sujet classique, entre nature et culture. Car si l'histoire de la nature dans sa longue durée, longtemps ignorée, se poursuit aujourd'hui, celle du rapport entre l'homme et la nature, ou « éco-histoire », est elle aussi en plein développement, grâce notamment à l'archéologie liée à l'anthropologie physique (les tombes, les squelettes), l'archéozoologie (les dépotoirs médiévaux), la photographie aérienne, la dendrochronologie et cent autres explorations documentaires. La Maison de l'histoire de France devrait trouver là des sujets d'expositions ou de valorisations privilégiés, nouveaux, à traiter en partenariat avec des institutions telles que la Cité des sciences et de l'industrie de la Villette, le Muséum national d'histoire naturelle, le Futuroscope ou Vulcania. Ce rapport pourrait s'appréhender sous plusieurs approches, toutes dans la longue durée, avec des zooms sur des événements plus précis.

Celle des relations entre l'homme et l'animal tout d'abord, puisque le monde animal est un élément central de l'histoire matérielle et culturelle de l'Occident. L'animal est tout autant le parasite et le dévastateur des récoltes que celui qui aide l'homme à les produire. Il structure la pensée des théologiens et des philosophes. Il est un référent symbolique majeur. Il est la nourriture de l'homme, mais à charge de revanche, quand l'homme devient une proie. Pourraient ainsi être proposées une grande exposition sur le rapport, à telle ou telle époque, entre humanité et animalité, rendant compte du « tournant animaliste » que signalent certains chercheurs, mais aussi des expositions en collaboration sur des animaux précis (par exemple, le loup, avec le musée Dauphinois), sur la cigogne (musées d'Alsace), les animaux hybrides, l'animal de compagnie ou de la cour de ferme, etc. L'éco-histoire ainsi mise en valeur ouvrirait sur l'écologie, puisque la disparition d'espèces ne date pas d'aujourd'hui ; elle ouvrirait au comparatisme avec d'autres pays et aires culturelles, l'Inde ou le Japon par exemple.

L'évocation des catastrophes naturelles, de l'événement calamiteux, soit brusque soit régulier (les crues centennales, les éruptions volcaniques, les inondations, les séismes), serait ensuite à privilégier pour montrer la dimension écologique de l'histoire. Car si la



catastrophe naturelle ponctue l'histoire, l'écosystème réfère toujours à un système social. L'histoire de cette interaction est très récente, mais elle permet de mieux comprendre comment et pourquoi le fonctionnement d'une société passe par une confrontation permanente avec la nature. L'approche historique d'événements de ce genre serait de scénographie aisée (films, reconstitution 3D, documents imagés) et, sur le fond, permettrait de désarmer bien des lieux communs. Un seul exemple, celui des hommes terrorisés se réfugiant dans la fuite ou les pogroms, proies faciles des messianismes ou des « superstitions » : ces images caricaturales alimentent souvent une légende noire qui a fait du Moyen Âge une époque maudite, résignée devant les calamités qui l'assaillent. Devant la nature, dont il est très proche car il vit principalement dans les campagnes, l'homme médiéval est certes un être fragile. Pourtant sa volonté de survie, ses actions quotidiennes et efficaces contre les malheurs ont été longtemps passées sous silence par des historiens fort peu critiques envers leurs sources ecclésiastiques et enclins à faire de la peur le moteur de l'histoire. Or, face aux fléaux et devant les catastrophes naturelles, l'Occident a fait preuve dans son ensemble d'un extraordinaire dynamisme. Enfin, sachons que les rapports entre l'homme et la nature pourraient être envisagés sous bien d'autres angles : la conquête de la nature (grandes découvertes, invention et classification des éléments ; l'histoire des sciences, à revoir au prisme de l'histoire humaine ; l'intervention de l'homme sur la nature : aménagement des terroirs, agriculture, invention de la notion de paysage (aspect très étudié ces dernières années) ; l'homme et sa propre nature (l'évolution des corps, les maladies, le vieillissement) ; la nature idéalisée ou, plus classique, l'art des jardins.

Et ne sera jamais oubliée la vieille alliance de l'histoire et de la *géographie*, à l'heure où celle-ci en vient à reconsidérer son rôle pour mieux ambitionner d'aider elle aussi à penser autrement l'histoire.

FAITS RELIGIEUX, POLITIQUES SYMBOLIQUES

La Maison de l'histoire de France abordera les faits religieux en les situant toujours dans une histoire qui les englobe. Car ceux-ci ne sont jamais chimiquement purs, ils se nouent avec le politique, l'économique, le social ou le culturel. Mais on rappellera que l'étude des croyances et des pratiques s'appuie le plus souvent désormais sur les méthodes de l'anthropologie. Il est inutile de détailler ici les évolutions en cours, historiques et donc historiographiques, qui portent à reconsidérer la part du religieux et des religions dans la texture du fil du temps et le tissage multiséculaire des liens sociaux et culturels.

À la Maison, le point de départ de la réflexion se situera dans le parcours chronologique de la galerie des temps, où il devrait être aisé de repérer quelques grandes questions en se limitant à de grands moments : par exemple, comment les aristocraties devinrent-elles chrétiennes (IV^e-VI^e siècle) ? Comment ont été construites les structures de chrétienté, paroisses, monastères (de Cluny à Cîteaux), encadrement des fidèles, gestes, rites et fêtes entre le X^e et le XIII^e siècle ? Comment a agi cette structure englobante (pouvoirs, familles, écoles, universités, assistance, Croisades et Reconquista, lutte contre l'hérésie...) ? Comment passa-t-on des Réformes aux Lumières, via « le siècle des saints » ? Quelle relecture peut-on faire de la crise révolutionnaire ? Du revival du XIX^e siècle ? De la grande sécularisation des comportements et de l'apparition du pluralisme religieux au XX^e siècle ?

La difficulté sera de déceler dans ces épisodes ce qu'on s'est plu à considérer comme spécifiquement français. On peut suggérer quelques pistes. Les premières périodes correspondent à un mouvement plus large de chrétienté, avec une nuance qui s'affirme par la suite : le « Roi très chrétien » ne fut pas un Empereur... Le royaume a cherché à exister de manière spécifique et très tôt à contrôler le clergé. Donc, sur la longue durée, le grand mouvement qui va du gallicanisme à la laïcité, en passant par les tentatives

révolutionnaires. Cela entraîna un jeu permanent entre l'Église et les pouvoirs, et ce jeu est moteur de l'évolution politique. Une des conséquences, très apparente aujourd'hui, de ce face à face exclusif et jaloux entre des confessions, des Églises et un État est la difficulté constante en France à envisager le pluralisme des croyances et des incroyances. On rappellera pourtant qu'au temps des colonies, la France gouvernait des mondes religieusement pluriels et que trois départements, en Algérie, étaient musulmans en majorité. L'étude des monuments et des œuvres, textes ou œuvres d'art, sera évidemment l'entrée pédagogiquement la plus féconde de ces questions.

C'est dans la même perspective que pourra être traité un aspect de l'histoire politique renouvelé aujourd'hui par l'histoire culturelle : les *politiques symboliques*. On entendra par « politique symbolique » l'ensemble des dispositifs symboliques par lesquels une communauté politique (ici, une nation) entend fonder, assurer et réassurer ladite communauté, le symbole étant pris dans son acception élémentaire de « signe de reconnaissance ». On peut classer ces dispositifs en trois catégories : l'emblématique, le monumental et le rituel. En France l'histoire complexe autour du drapeau national ou de l'hymne, autour des représentations de la République ou des monuments aux morts, autour de la signification à accorder au 14-juillet et aux fêtes civiles et civiques, administre suffisamment la preuve de l'importance qu'une nation peut accorder à de tels enjeux. Au delà de nos frontières, en plein cœur du XXI^e siècle, telle querelle de drapeau, tel affrontement autour d'un site ou d'un anniversaire confirment tous les jours ce constat d'une efficacité du symbolique.

La Maison de l'histoire de France pourrait être par excellence le lieu d'une récapitulation pédagogique et d'une analyse critique de ces instruments de cohésion nationale, mais aussi celui d'une réflexion sur les voies et moyens d'un ré-enracinement de certains d'entre eux. Cette expertise pourrait se déployer sur au moins trois terrains : la galerie des temps, les expositions temporaires, l'accompagnement aux initiatives institutionnelles de certains « lieux de mémoire » de la nation.

Au sein de la galerie permanente, il paraît aller de soi que la question des emblèmes, monuments et rituels de la nation française devra être largement couverte. Dans le cadre de la politique d'expositions temporaires, on peut penser que des thèmes comme ceux des « politiques symboliques », des « symboles » ou des « couleurs » de la France auraient leur place toute trouvée – à quoi on peut ajouter une illustration facile et, par là, une probable attractivité pour un large public. Mais on ira plus loin : la Maison devra travailler en partenariat non seulement avec des musées et des mémoriaux mais aussi des « lieux de mémoire » investis d'une forte charge d'identification nationale. Parmi ceux-ci il est un monument (dans tous les sens du terme ; au vrai, on peut le considérer comme le Monument national français, lui-même inspirateur de monuments analogues dans plusieurs pays du monde) qui mérite analyse critique et, ensuite, propositions pratiques, à savoir le Panthéon. Il ne serait pas hors de la compétence de la Maison d'engager une réflexion sur l'indispensable modernisation et popularisation de ce bâtiment, presque mieux connu des étrangers que des Français, et lesté d'une histoire si complexe que sa lecture, sans préparation et accompagnement par divers dispositifs, en particulier scénographiques, reste aujourd'hui confuse pour le commun des visiteurs. Cette expertise de la Maison pourrait être appliquée à d'autres lieux analogues, mais celle-ci paraît urgente.

ENTREPRISES, GUERRES, COLONIES

Signalons aussi que les histoires les plus classiques pourront trouver une lisibilité nouvelle quand la Maison de l'histoire de France songera à les aborder avec des thématiques originales. En voici trois exemples, d'histoire économique et sociale, d'histoire militaire et d'histoire de la colonisation.





Entreprises

Ce devrait être l'une des fonctions de la Maison que de contribuer à mieux intégrer, dans la culture historique et l'interrogation contemporaine sur le passé, la connaissance du monde du travail, de la production et de l'échange, de la recherche occidentale d'une croissance continue et supposée infinie de biens, de services et de mieux-être. Mais plutôt que d'additionner les étiquettes (histoire économique, histoire des techniques, histoire sociale), elle pourrait mettre l'accent, à titre exemplaire et en utile pédagogie de l'avenir, sur *l'histoire des entreprises*, ces sources majeures (avec l'aide si singulière de la puissance publique) de l'aventure historique du développement à la française. Cette intégration de l'entreprise dans la réflexion est plus que nécessaire, en fait, tant existe encore en France un hiatus, voire une incompréhension entre la vie des entreprises, le corps social, l'action et l'ambition collectives. L'entreprise reste pour beaucoup un lieu de contrainte et d'inégalité, assez peu un lieu de création de plus-value et de renommée nationale. Or chaque entreprise est une tranche de la société française, avec ses cadres et ses OS, ses contremaîtres et ses patrons, ses grandes heures et ses crises : elle n'est pas erratique dans l'ensemble national, elle respire au même rythme. La Maison devra embrasser cette histoire plus complexe qu'il n'y paraît et lui porter un regard sans préjugés. Elle appellera à une réflexion globale, car si de nombreuses associations historiques existent autour d'un secteur (la Poste) ou de grandes entreprises (la SNCF, Paribas ou EDF), il y a peu de visions transversales et il manque un cadrage général pour définir et exposer ce qui a fait, et fait encore, la singularité réelle ou présumée de l'entreprise française. La Maison fera connaître surtout que les Français ont eu très tôt l'esprit d'entreprise, mais dans un rapport de plus en plus étroit avec l'État, lui-même entrepreneur et, à vrai dire, de moins en moins depuis quelques années. Elle soulignera aussi que l'entreprise a toujours été de son époque et de sa région (ainsi Peugeot et Michelin, grands groupes internationaux s'il en est, coulent de source régionale et sont tout sauf parisiennes). Sans panégyrique ni catastrophisme, l'histoire des entreprises, de celles et de ceux qui y ont travaillé, de leurs réalisations et de leurs luttes, devrait avoir toute sa place dans la Maison.

Guerres et violences

Autre exemple : *l'histoire des guerres, l'histoire militaire et l'histoire des violences collectives*, domaines en plein essor historiographique. Les guerres, on le sait, ont longtemps nourri l'enseignement de l'histoire au point que de nombreuses générations n'eurent en tête que des généraux et des batailles. Mais depuis le début des années 1980, on a assisté à un renouveau de cette histoire, par le biais notamment de l'histoire sociale et d'une réflexion sur la violence et la puissance. Un consensus s'est dégagé pour affirmer que non seulement l'histoire militaire fait partie intégrante de l'histoire, mais que certaines batailles ont été décisives pour faire évoluer les sociétés et que si l'État a fait la guerre, la guerre aussi a fait l'État. Ce constat devrait guider les orientations de la Maison de l'histoire de France, notamment dans la conception de la galerie permanente, mais aussi dans ses expositions temporaires et ses autres activités. De nombreux aspects, qui continuent d'intéresser fortement nos contemporains et les médias, pourraient être privilégiés, en relation avec :

- l'histoire sociale, tant il y a eu interactions entre la guerre et les transformations de la société. Par exemple, sur la composition des armées à travers les siècles, jusqu'à la suppression récente de la conscription qui fait disparaître l'armée de l'espace social, la Maison pourrait contribuer à faire suivre le débat en cours sur les inflexions du rapport entre le civil et le militaire ;
- l'histoire des combats et de leur « brutalisation » contemporaine, dès lors que les transformations des sociétés sont des facteurs décisifs de la transformation de la guerre. Deux

exemples : l'apport des techniques et de l'industrie ; l'homme et la violence guerrière ;
- l'histoire des relations internationales : les conflits sont parfois locaux mais souvent internationaux ; les évolutions du système international transforment la guerre ;
- l'histoire de l'instrumentalisation du militaire à des fins politiques ou mythologiques, qui pose maintes questions : quelle place donner aux héros, aux pacifistes, aux mutins et réfractaires ? Comment raconter la guerre sans se limiter au simple récit ou le transformer en épopée ? Y a-t-il des guerres justes ? etc.

Pour s'inscrire utilement dans ces chantiers si ouverts, la Maison doit-elle se contenter de participer à la mode commémorative, en sachant que beaucoup des événements commémorés sont liés à des conflits ? On sait aussi que les conflits ont été l'occasion de cruautés, de massacres et exactions et que ces scènes provoquent fascination et répulsion : dans une institution ouverte à un large public, jusqu'où faut-il montrer l'horreur ? En toute hypothèse, rien ne sera utilement entrepris sans qu'ait été établie une liaison étroite des activités et des projets de la Maison avec ceux du ministère de la Défense, et d'abord du musée de l'Armée, et ceux des mémoriaux et des historiens consacrés aux conflits du XX^e siècle et à leur souvenir.

Colonies et outre-mer

La Maison devra se positionner dans les domaines relevant de l'histoire de l'esclavage, de l'histoire de la colonisation, de celle de la « France coloniale » et de l'action passée et présente de cette puissance maritime si souvent décrite comme à vocation d'abord continentale. Elle devra le faire en collaboration avec les lieux d'histoire et de mémoire relevant du ministère de la Défense et de manière plus privilégiée avec le service à compétence nationale des Archives nationales d'outre-mer d'Aix-en-Provence (et ceux des archives du ministère des Affaires étrangères pour le Maroc et la Tunisie), avec les centres ouverts ou à ouvrir à la Réunion, en Nouvelle-Calédonie ou en Guyane. On ne voit guère, en revanche, comment elle pourra contribuer à faire cheminer l'idée d'avoir à créer un lieu retraçant l'histoire des colonies et des outre-mers, après l'abandon en 2006 du projet de Mémorial national de la France outre-mer à Marseille.

Son portail numérique devra favoriser l'accès aux lieux et institutions les plus connus, les plus difficiles d'accès ou les plus spécialisés, les plus ignorés aussi (qui, par exemple, connaît assez le musée des arts d'Afrique et d'Asie de Vichy ?), en France métropolitaine, outre-mer et à l'étranger, qui conservent et exposent sources, objets, images, sons, archives et travaux divers. Il jouera ainsi un rôle de liaison, de répartition des informations, de mise à disposition des savoirs, de facilitation, de fédération éventuelle et de valorisation de projets. Des expositions temporaires (« Le millénaire de Hanoï » ou « France-Algérie 1962-2012 » auraient pu être proposés), des rencontres présentant l'état de la recherche et l'inventaire de nouvelles sources, devraient permettre à des enseignants, étudiants, scolaires, chercheurs et, bien au-delà, à tous les publics d'être informés.

Mais, pour l'essentiel – c'est-à-dire faire comprendre pourquoi et comment l'examen des questions de la traite négrière, de l'esclavage colonial et de son abolition, de la colonisation, de la décolonisation et de ses guerres, contribue déjà à faire bouger les lignes du récit historique – la Maison ne pourra pas lutter contre la marginalisation et le refoulement relatifs de ces questions sans les examiner en toute lucidité et concertation. Car l'histoire de la « France coloniale » fut, sous couvert du jeu de l'universel et du particulier, autant celle de l'exploitation de l'homme par l'homme que celle de son émancipation. Il s'agira également d'activer la question des échanges, des apports et des transferts sociaux et culturels entre la métropole et les sociétés, les appartenances et les cultures d'outre-mer. Sur ce dernier point, il sera important de tirer les enseignements d'ordre historique des manifestations de « 2011, année des Outre-mers ».





L'HISTOIRE DES ARTS, DES ŒUVRES ET DES CRÉATIONS

Dans ses présentations du passé, la Maison de l'histoire de France aura à examiner aussi la question du rôle des arts, des œuvres, des créations. Immense question, à vrai dire, dès lors, par exemple, que l'organisation d'un enseignement obligatoire des arts à l'école primaire, au collège et au lycée depuis 2008 a imposé, par accord entre le ministère de l'Éducation nationale et celui de la Culture et de la Communication, une classification de ce domaine culturel différente de celle issue de la seule « histoire de l'art » ! Il suffit d'interroger les sites de ressources documentaires et pédagogiques dans ce domaine, pour constater que le découpage imposé (« arts de l'espace, du langage, du quotidien, du son, du spectacle et du visuel ») ne pourra devenir historiquement parlant que si des subdivisions chronologiques le densifient. C'est dire que la Maison devrait contribuer à la réflexion sur le passage de l'« histoire de l'art » à une « histoire des arts » devenue si didacticienne.

Il s'agira d'abord d'établir des rencontres et des échanges, de tisser des liens avec les institutions et les unités de recherche où l'art, l'œuvre et la création sous toutes leurs formes sont étudiés, et notamment avec l'Institut national d'histoire de l'art et l'Institut national du patrimoine. Mais aussi avec les musées de « beaux-arts » et les musées « d'art et d'histoire », dont les responsables (conservateurs, documentalistes, spécialistes d'action culturelle, de régie des œuvres, de muséographie, de conservation préventive) mettent déjà leurs compétences au service de cette approche renouvelée du passé. On n'oubliera pas dans cette circulation d'idées et de méthodes que l'histoire de l'art n'a jamais été monolithique et que ses méthodes ne sont pas les mêmes selon les périodes et les domaines : on n'étudie pas de la même façon le mécénat d'Anne de Bretagne et la période bleue de Picasso. L'essentiel sera d'aider à nourrir la réflexion collective sur la place patrimoniale, plus que simplement pédagogique, documentaire ou de témoignage, des œuvres et des créations dans la connaissance historique. Plutôt que d'engager des confrontations d'ordre méthodologique trop formelles, il sera opportun d'expérimenter l'échange indispensable entre spécialistes sur des thèmes et des sujets d'exposition et de rencontres (par exemple, sur le mécénat, sur les capitales culturelles ou la destruction des œuvres d'art). Des expérimentations de cet ordre pourraient donner à la Maison de l'histoire de France un rôle incitatif pour la mise en valeur des passages, des apports et des transferts entre l'histoire, les arts, les œuvres et les créations, à toutes les époques.

IMAGES ET SONS

Le meilleur moyen d'expérimenter en ce sens sera aussi de mettre en valeur, sinon en vedette, ces images et ces sons qui ont non seulement envahi notre temps mais ont largement relancé le questionnement des historiens et amateurs d'histoire. Fort des multiples travaux que cet enjeu a suscités, il s'agira de faire saisir aux publics de la Maison que leur omniprésence mérite un décryptage et un décodage qui ne se limiteront pas à l'image animée ou à la photographie contemporaines mais exploreront l'amont chronologique en termes d'iconographies, de musiques et de chants. Montrer comment la peinture d'histoire du XIX^e siècle, celle de David, de Gros, d'Horace Vernet ou de Jean-Paul Laurens, la chanson populaire et les cris des métiers, l'imagerie scolaire depuis Jules Ferry, « taches roses » de la colonisation comprises, ont forgé la vision collective de beaucoup d'épisodes historiques peut-être autant que la lecture de Michelet ou de Lavis : voici des thèmes que la Maison devrait affectionner et, au passage, elle

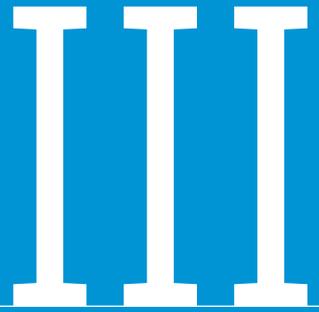
présenterait des éléments de patrimoine souvent dispersés, enfouis ou négligés. Plus généralement, des ateliers d'analyse de l'image pourront être proposés aux visiteurs, qui leur permettraient, à partir d'études de cas concrets, d'apprendre à lire ces sources de l'histoire. Un effort particulier devra être consenti pour mieux faire connaître les fonds photographiques français, en partenariat avec la mission du patrimoine photographique du ministère de la Culture et de la Communication et les institutions publiques et privées détentrices de collections (Société française de photographie, Société de géographie...). Et dans la galerie des temps comme dans les expositions temporaires, une attention particulière sera portée à l'apprentissage de la lecture de l'image et du document figuré.

Le *cinéma* devrait trouver lui aussi une place de choix dans la programmation et les manifestations de la Maison. Films documentaires et fictions de tous types seront projetés, analysés par des historiens et des professionnels du cinéma, à l'exemple de ce que font depuis des décennies l'Institut Jean Vigo de Perpignan ou le Festival international du film d'histoire de Pessac. On imagine sans peine le foisonnement de thèmes à développer, les partenariats à construire avec les acteurs publics et privés de la production cinématographique et de la conservation (la Cinémathèque, le Centre national du cinéma, l'Institut national de l'audiovisuel, l'Établissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense, Pathé, etc.). La place qu'occupe désormais le cinéma dans la diffusion de la connaissance historique est un motif puissant pour y accorder une attention particulière. Comme pour l'image fixe, la vision que nous gardons de bien des faits historiques vient davantage du cinéma que des travaux universitaires ou de la littérature. Exemple récent, « La Princesse de Montpensier » de Bertrand Tavernier, que près d'un million de spectateurs ont découvert à l'automne 2010, a amené Élie Barnavi à s'interroger dans *Le Débat* sur le rôle de Tavernier comme historien de la Renaissance. Tout cela devrait encourager la Maison de l'histoire de France à confronter les regards portés par le cinéma sur les faits, les personnages et les époques.

Plus discret et plus oublié que l'image, *le document sonore* devra lui aussi faire partie de l'environnement du visiteur, à la fois dans les expositions et dans la programmation culturelle. Des ateliers d'écoute seront proposés. Comment analyser une voix, un témoignage, une œuvre musicale ? Comment ces documents deviennent-ils des sources pour l'historien ? Il ne faudra pas négliger la puissance d'évocation de ces sons qui ont traversé le temps et inventer des lieux d'écoute adaptés, des cabinets où, plongé dans l'obscurité, l'auditeur entendra soudain la voix de Tolstoï parlant en français. Il conviendra aussi de montrer la diversité des champs historiques (politique, social, culturel, religieux, etc.) que ces documents illustrent. Pour mettre le son au cœur de l'histoire, écouter ces voix du temps, la Maison de l'histoire de France pourra s'associer à des partenaires publics comme la Bibliothèque nationale de France ou l'Institut national de l'audiovisuel mais aussi des entreprises privées comme l'Institut des archives sonores, les agences ou les grands collectionneurs.

On pardonnera l'aspect énumératif et schématique de l'exposé de ces approches du passé que la Maison entend cultiver. D'autres seront convoquées, il va de soi, en fonction de la nature des activités proposées et des thèmes abordés. D'autres seront signalées, n'en doutons pas, par les lecteurs de cet avant-projet.





ACCUEILLIR TOUS LES PUBLICS

Maison commune, lieu de valorisation d'une recherche historique française, européenne et internationale qui renouvelle nos approches du passé, centre de diffusion de culture historique sous toutes ses formes, la Maison de l'histoire de France se doit de savoir accueillir des publics variés, en tentant de répondre aux curiosités, aux besoins de formation et aux interrogations de tous et de chacun sur le passé. Il s'agit pour elle de savoir et de pouvoir réunir une maisonnée. Elle pourrait afficher à son fronton ces formules, toujours actuelles, de Georges Henri Rivière : « Le succès d'un musée ne se mesure pas au nombre de visiteurs qu'il reçoit, mais au nombre de visiteurs auxquels il a enseigné quelque chose. Il ne se mesure pas au nombre d'objets qu'il montre mais au nombre d'objets qui ont pu être perçus par les visiteurs dans leur environnement humain. Il ne se mesure pas à son étendue, mais à la quantité d'espace que le public aura pu raisonnablement parcourir pour en tirer un véritable profit. C'est cela le musée. Sinon ce n'est qu'un abattoir culturel. » Histoire pour tous, espaces pour tous, accueil pour tous, sans « abattage » ni dérives *mainstream* et de *storytelling* : les publics qui la visiteront méritent de trouver dans cette Maison les preuves tangibles d'une politique culturelle de démocratisation de la connaissance du passé de ce pays.



DE « MUSÉE » À « MAISON »

Les ambitions de la Maison de l'histoire de France s'inscrivent dans un cadre en partie connu : cadre géographique, d'abord ; cadre, à élargir, des publics de musées d'histoire ensuite. Du point de vue géographique, sa localisation parisienne, loin de restreindre le cercle des visiteurs, permettra de l'étendre aux touristes nationaux et étrangers, car près de 20 millions de touristes fréquentent Paris chaque année et quatre institutions (le musée du Louvre, le centre Georges Pompidou, le musée d'Orsay et le musée du quai Branly) ont cumulé 15,8 millions de visites en 2010. La situation centrale de la Maison est un autre avantage : aisément accessible, elle renforcera un réseau dense d'institutions culturelles, du centre Georges Pompidou au musée Carnavalet, dont la fréquentation annuelle oscille entre cinq et six millions de visites.

Du point de vue qualitatif, les travaux du département de la Politique des publics de la direction générale des Patrimoines au ministère de la Culture permettent d'affiner la connaissance sociologique du public des musées d'histoire, comparé à celui des monuments historiques, des musées de beaux-arts, des musées de sociétés et de civilisations mais aussi des musées de sciences et de techniques. Ainsi sait-on que les visiteurs des musées d'histoire associent prioritairement « la découverte, le savoir », « la beauté, l'esthétique », « la détente, le loisir » et « le partage, l'être ensemble ». Ces motifs coïncident avec les missions qu'ils attribuent à ces établissements – principalement : « collecter et conserver le patrimoine et la mémoire », « faciliter à tous l'accès à la culture », « transmettre des connaissances », « présenter des œuvres ou des objets d'exception » – et ils font toujours le lien entre la fonction sociale de ceux-ci et la pertinence des rencontres culturelles et humaines qu'ils proposent, la valeur esthétique des objets qu'ils exposent et leur valeur historique. Aussi bien, ce sont d'abord « les émotions » et « les valeurs » puis « la connaissance » qui sont ici et là toujours mobilisables et mobilisés au fil des visites.

Si celles-ci correspondent aux attentes des publics dans 64 % des cas, elles ne les dépassent que dans moins de 20 %. Ce qui a séduit les visiteurs ? Le bâtiment, les collections, les apports intellectuels, la scénographie et l'ambiance, ou l'accueil. Ce qui les a plutôt déçus ? Les difficultés de compréhension ou les faiblesses du discours historique, l'absence de fil conducteur, le dispositif d'orientation, le contenu de la médiation humaine, le concept d'aides multimédia. Autrement dit, les visiteurs sont plutôt satisfaits, mais les aides à la visite et à l'interprétation leur semblent souvent insuffisants. Environ 40 % ont l'intention de revenir (53 % pour le public local) et 40 % recommanderont la visite à leur entourage (48 % parmi les touristes étrangers). Quant à l'origine géographique des visiteurs, il s'agit presque aussi souvent d'un public local que de visiteurs nationaux ou étrangers. Mais surtout, la fréquentation des musées d'histoire est d'ordre plus familial et populaire que celle des musées de beaux-arts et ce sont ceux-là que fréquentent en premier lieu les catégories sociales peu ou pas familières du monde des musées. On constate aussi de nombreuses analogies entre le public des musées d'histoire et celui des monuments historiques.

La Maison devra moduler son offre et l'orchestrer en considérant les publics divers, voire disparates, qui viendront la visiter. Que leurs caractéristiques soient celles d'une classe d'âge ou d'un statut scolaire et périscolaire, public des jeunes adultes étudiants ou actifs, public des familles, public des retraités, etc., qu'elles soient inhérentes à une situation de handicap (moteur, visuel, auditif, mental), relatives à un niveau de familiarité avec les musées et les monuments et à un degré de curiosité et de connaissances de l'histoire, ou en lien avec le contexte de la visite (solitaire, de compagnie ou en groupe organisé), que l'on vienne en voisin, d'une autre région de France ou comme touriste de l'étranger, la Maison devra proposer un dispositif de médiations variées, qui « fera une large place à l'émotion et à la surprise, diversifiera les niveaux de lecture et n'hésitera pas à bousculer le visiteur, à susciter des situations de co-éducation et de débat, à favoriser par tous les moyens la quête de connaissances et la réflexion » (Jacqueline Eidelman).

Ces quelques remarques, nourries par ce que l'on sait de la fréquentation des musées d'histoire, justifient amplement le choix d'ouvrir une Maison de l'histoire de France attentive aux circonstances et aux motifs de la visite, et dont la philosophie d'action devra être celle de l'hospitalité et du partage.

DES CONDITIONS DE L'ACCUEIL

Sur l'ensemble des questions touchant aux publics, le « réseau » de la Maison et ses correspondants seront un facteur clé de réussite, les structures existantes du ministère de la Culture et de la Communication seront utilisées (par exemple, l'opération « Les portes du temps » ou la mission « Vivre ensemble »), des partenariats seront noués avec les associations et les réseaux touchant les publics visés, la stratégie numérique de la MHF sera fortement mise à contribution et une politique de communication tournée à la fois vers le « grand public » et vers les publics particuliers devra être conçue et mise en place.

Cependant, pour parvenir à une définition plus précise de ses objectifs et des moyens qu'elle pourra mettre en œuvre, le Comité d'orientation scientifique et l'Association de préfiguration devront faire conduire sans délais des *études détaillées de prospection*. Des dispositifs d'évaluation préalable sur le modèle des « comités de visiteurs » mis en place à la Cité des sciences et de l'Industrie et plus récemment au musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée, et qui permettent d'associer le public à la conception des contenus dans une forme de muséologie participative, seront également à mobiliser.

Par ailleurs, pour la conception des espaces d'exposition et de rencontres, un soin particulier sera apporté à *l'approche muséographique* permettant au visiteur de s'immerger dans l'histoire : les salles feront appel aux technologies numériques, tout en s'efforçant de reconstituer une atmosphère propice à la prise de conscience du temps, de la continuité comme des ruptures, des diversités et de l'unité ; la muséographie s'efforcera constamment de susciter la surprise et le questionnement du visiteur ; grâce à la rotation des objets, au renouvellement régulier des séquences, aux espaces d'actualité, aux animations thématiques et aux dispositifs interactifs, la galerie permanente elle-même, les salles d'expositions temporaires, les aménagements extérieurs, les espaces patrimoniaux, l'auditorium et autres espaces de rencontre seront en constante évolution.

Plus encore que dans un musée de beaux-arts, où la qualité esthétique de l'objet peut dans une certaine mesure suppléer à la mise en contexte, les aides à l'interprétation sont indispensables dans une maison d'histoire. Celles-ci devront faire l'objet d'études approfondies et d'un recrutement de personnels statutaires, sous contrat ou volontaires bien armés à la fois en histoire et patrimoine et en médiation culturelle. C'est ainsi, par exemple, qu'à côté des guides conférenciers de la Réunion des musées nationaux, la présence d'étudiants en histoire et sciences sociales, en histoire de l'art ou en patrimoine, celle de représentants d'associations pourraient illustrer une forme convaincante de transmission des savoirs par *médiation conversationnelle*. Les médiations seront aussi *numériques* et l'on rappelle qu'en toutes hypothèses le respect des publics exige qu'un soin attentif soit apporté aux contenus scientifiques et à la forme rédactionnelle du portail et qu'il s'agit d'abord d'y répondre à des normes de visibilité, de lisibilité et de compréhension sans songer à faire du suivisme technologique ou du « en réseau social » virtuel. Toutes ces questions seront approfondies et devront faire l'objet de tests d'ajustement. Elles seront, il va de soi, rapportées aux exigences d'accueil des personnes en situation de handicap prévues par la loi du 11 février 2005.

La question de la *tarification* fera elle aussi l'objet d'études approfondies, à la lumière des expériences récentes menées dans les différents établissements culturels



du ministère de la Culture et de la Communication. Le terme de « maison » prendra ici tout son sens : une maison n'est telle que si chacun s'y sent chez soi, ce qui sous-entend naturellement une politique tarifaire en cohérence avec la politique des publics. La Maison de l'histoire de France devra être accessible à tous ceux qui le souhaitent, et offrir pour cela une tarification adaptée. *A priori*, un prix d'entrée modeste, qui ne soit pas une barrière pour les catégories les plus populaires, à l'instar de ce qui a été mis en œuvre à la Cité nationale de l'histoire de l'immigration, semble mieux correspondre à la vocation de la Maison qu'un prix d'entrée élevé, visant principalement les touristes étrangers. Il va de soi que les exonérations en vigueur dans les musées nationaux (gratuité pour les minima sociaux, les moins de 26 ans, les personnes handicapées et leur accompagnateur, les enseignants munis du « pass Éducation ») ainsi que le principe d'une gratuité le premier dimanche de chaque mois, lors de la Nuit des musées et des Journées du patrimoine sera maintenu. Une réflexion sera conduite en outre sur la création de différentes formes d'adhésion et de « cartes-pass » pour soutenir la fidélisation.

L'accueil des visiteurs pour l'ensemble des activités exigera des équipements répondant à la diversité des besoins et des exigences (voir plus loin, le point VI). Le Comité d'orientation scientifique formule à cette heure une recommandation principale : les publics devront pouvoir accéder aux espaces et services de la Maison de l'histoire de France selon des modalités simples et lisibles ; l'offre de la Maison mérite d'être organisée globalement à l'échelle du site envisagé, afin de proposer au public un circuit de visite cohérent, qui participera d'une « expérience de visite » mémorable.

QUATRE PUBLICS À FIDÉLISER

La Maison doit en priorité s'interroger sur quatre types de publics qui devraient, au total, fournir la grande majorité des visiteurs, individuellement ou en groupes. Nous les énumérons ici sans ordre préférentiel mais par ordre de difficulté croissante d'appréhension de leurs demandes d'histoire, et nous demandons que des groupes de travail soient mis en place à leur sujet.

Le « grand public » des amateurs d'histoire

Il ne sera sans doute pas si difficile de fidéliser le « *grand* » public des amateurs d'histoire, témoins actifs de l'histoire comme « passion française », gros consommateurs de best-sellers, de livres et de revues d'histoire de haute vulgarisation, amateurs éclairés, érudits non universitaires, écrivains, historiens locaux, membres d'associations et de sociétés savantes, collectionneurs d'objets anciens, sans oublier les innombrables chercheurs en généalogie : tous réunis, curieux de tout comme du reste, ils constituent à la fois le grand public de la haute vulgarisation et de la « micro-histoire » de proximité affective, sociale et géographique.

Ce public très impliqué, le plus souvent pourvu de moyens et de loisirs, relèvera de plusieurs types d'aide ciblés : aide à l'information, essentiellement sur le portail numérique (calendrier des expositions, colloques, chantiers archéologiques, etc. ; adresses des musées locaux, des sociétés scientifiques départementales ou des cercles d'amis de tel ou tel personnage ; signalement de monographies locales nouvelles ou d'articles de revues locales spécialisées mais peu connues) ; aide à la discussion (forums, rubriques du type « chercheurs et curieux » modérées par des historiens de métier, conférences, journées de « débats et rencontres », « Journées de l'histoire de France », examen ou réexamen de thèmes de la « petite histoire », etc. ; aide à la formation

(concours d'érudition, cours, séminaires, travaux d'archéologie, paléographie, statistique, ethnologie, etc.) ; aide à la recherche (bibliographies en ligne, patronages scientifiques, etc.) ; aide à la création et à l'écriture enfin (avec des prix dans chaque grand domaine de production d'histoire, roman et BD compris ; des oscars du film, du documentaire, du docu-fiction et de la fiction historique). En définitive, il importera de prendre en compte au mieux les attentes de ce « grand public » et d'élargir son cercle.

Les touristes

Un deuxième public marquant sera celui des *touristes, de proximité, nationaux ou étrangers*, dont on sait la part déterminante aujourd'hui (ils ont assuré 60 % de la fréquentation du musée Carnavalet en 2010, par exemple) dans l'activité des établissements culturels et des lieux patrimoniaux de ce pays « rendez-vous du monde », première destination internationale pour le « tourisme culturel » individuel et de masse, et semble-t-il décidé à valoriser mieux encore la profusion et la qualité de son exceptionnel potentiel, malgré la montée en puissance de la concurrence étrangère, comme l'a révélé un récent rapport du Conseil national du tourisme. L'effort de la Maison en sa faveur ne peut être que considérable, car il y va d'une bonne part de sa prospérité dans un monde où l'échange et le transfert culturels ont pris l'essor que l'on sait.

Les professionnels en formation

Nombre de *professionnels en formation initiale ou continue*, en quête de promotion interne ou de reconversion, souffrent d'un manque de culture historique ou de ne plus pouvoir attester dans leur vie professionnelle et personnelle d'un rapport éclairci au passé, aux mémoires, aux héritages et aux transmissions. Conquérir et fidéliser ce public-là – en liaison, notamment, avec le Conservatoire national des arts et métiers et le réseau des partenaires – devrait être une ambition de la Maison et un test probant de l'utilité sociale et culturelle de ses rapports aux établissements et aux entreprises, aux groupes sociaux et aux individus. Inutile d'ajouter que cette prime à la formation par un stage en histoire pourrait intéresser nombre de lycéens et d'étudiants – ce public que les établissements culturels fidélisent si difficilement –, qu'ils soient en stages, en suivi de leurs projets, ou en cycle d'études.

L'exploration sommaire que nous avons entreprise révèle *a priori* la richesse de ce gisement humain, l'ampleur de ses demandes potentielles et le spectacle des insuffisances des formations qui lui sont proposées en termes de prise de conscience de la temporalité, d'accès aux héritages et aux filiations, de souci de transmission : d'histoire connue et assumée en un mot. On songe d'abord, il va de soi, aux professeurs d'histoire, de géographie et si souvent d'éducation civique, ou d'éducation civique, juridique et sociale. Mais aussi à ceux, de tous ordres et de toutes disciplines d'enseignement, qui sont soucieux de compléments, de confrontations, de mises en synergie éducative de leurs programmes scolaires et de leurs pratiques. On songe aussi aux métiers de la Culture et de la Communication, du tourisme, de l'instantanéité numérisée ou de la diffusion culturelle internationale : parmi eux, on pourrait mettre en bon exemple fonctionnaires, journalistes et documentaristes, producteurs et réalisateurs, professionnels de l'hôtellerie et voyagistes, guides et animateurs culturels, associés du périscolaire, formateurs et *coaches*, professionnels de la santé et de l'aide à la personne, sans oublier tant de scientifiques, d'entrepreneurs, d'industriels, de prestataires de services multiformes, de cadres et de professions libérales au goût pour l'histoire affadi, etc. Le défi de leur accès à une véritable culture du passé historique est si accordé aux évolutions de notre temps que la Maison de l'histoire de France ne peut que songer à le relever.





Les jeunes publics

Enfin et surtout, la Maison devra souhaiter de devenir en permanence un lieu d'initiative et de référence pour l'accueil des *jeunes publics*, condition première pour l'élargissement du spectre social de toute fréquentation future, comme vient de le rappeler un rapport récent de la Cour des comptes. Dans les établissements culturels, quels qu'ils soient, les « jeunes » sont souvent des « scolaires » d'abord, un public captif encadré par « la classe », la « sortie » et le « service (ou l'espace) éducatif ». Avec ses qualités et ses apports, incontestables, cet accueil sous des formes contraintes, avec référence obligée aux programmes scolaires et aux doxas éducatives, ne suffit plus aujourd'hui, nous semble-t-il, en l'état des jeunes eux-mêmes et de leur « culture-jeune ». L'heure viendrait-elle d'avoir à tirer les enseignements des expériences de « musées d'enfants », d'expérimenter en cherchant à fidéliser le « jeune-personne » autant que le « scolaire-dédié » ? Nous souhaitons que cette question soit examinée attentivement par la Maison.

On pourrait à tout le moins envisager sans attendre des inflexions des dispositifs en place. La nécessité d'intéresser les enfants (nous entendons ici les 6-10 ans) pourrait s'inscrire dans une nouvelle perspective d'ensemble conciliant les approches scientifique, pédagogique et ludique. Pourquoi, par exemple, ne pas piquer sa curiosité en évoquant l'enfance d'un grand personnage, sur un sujet comme « L'enfance d'un roi », avec possibilité de comparer « L'enfance de Louis XIV » et « L'enfance de Louis XV » ? Jeux de rôle, mises en scène avec animation, usages de la virtualité, conception de produits dérivés, manipulations diverses : maints autres exemples pourraient concourir à faire expérimenter à la Maison de l'histoire de France une « Main à la pâte » pour l'histoire, à l'exemple de ce qui a été et reste si réussi pour les sciences. Comme pour les enfants, la Maison pourrait proposer des expositions autour de thématiques adaptées aux jeunes (ici entendus comme collégiens, élèves de l'enseignement professionnel et apprentis) et orchestrées autour de l'interactivité. On n'omettra pas de suivre la question des stages que l'Éducation nationale demande désormais de proposer aux collégiens et aux lycéens. Et, surtout, on n'oubliera pas qu'en 2011, 25 % des 9-12 ans et 80 % des 13-16 ans ont à connaître à tout instant de la « révolution Facebook ».

Les expériences de ce genre ne pourront donc être probantes qu'à la condition d'être sous-tendues, dès leur conception, par une prise en compte des études et réflexions en cours sur : l'école à l'épreuve de la culture numérique des élèves ; les rapports entre cultures juvéniles et culture scolaire ; l'extension et les brouillages des horizons culturels de nombreux jeunes. Face à ces situations d'urgence, la Maison de l'histoire de France ne pourra ni reproduire à l'identique ni tergiverser : il y va de l'avenir de son accueil de tous les publics puisque la demande sociale d'histoire, elle, ne semble pas rajeunir.

Toutes les considérations qui précèdent auront à connaître, c'est l'évidence, d'une évolution observée dans chaque établissement culturel : avant, pendant et après leur visite, tous les publics auront examiné et testeront les propositions numériques de la Maison. Car tout public *in situ*, aujourd'hui, est « numérique » aussi et il n'y a plus de fréquentation physique active, régulière et profitable sans offre numérique ambitieuse.



IV

UNE OFFRE NUMÉRIQUE AMBITIEUSE

Adaptée au projet de la Maison, l'offre numérique sera à la fois distincte et complémentaire de l'offre matérielle (galerie des temps, partenariats et animation du réseau, valorisation de la recherche, collaborations régionales, européennes et internationales, expositions temporaires et autres manifestations). Soumise au même niveau d'exigence et de vigilance critique que les autres activités de la Maison, elle favorisera la demande d'information et d'échange. Fruit d'une véritable stratégie, elle proposera aux « visiteurs numériques » comme aux visiteurs tout court, en épousant au mieux le rythme de l'innovation technologique, une démultiplication numérisée de l'ambition culturelle de l'établissement.



Dans ses différentes composantes, cette stratégie devra elle aussi, à sa manière, s’efforcer de mettre en valeur la durée multiséculaire, les traces mémorielles et patri-moniales, les filiations et les discontinuités face à l’instantanéité ambiante de notre début de XXI^e siècle, si fortement entretenue par les nouvelles technologies de l’infor-mation, de la communication et de la documentation. Sans chercher à concurrencer les encyclopédies en ligne ou les sites très spécialisés, elle mettra à disposition des éléments d’authentique culture historique ; soulignera l’actualité de l’histoire ; signalera et reflétera l’activité de la Maison et de ses partenaires ; proposera des ressources icono-graphiques, documentaires et pédagogiques ; répondra aux questions et orientera les curiosités particulières vers des sites plus adaptés. Elle saura entretenir une interrogation permanente, avec les aides et partenariats nécessaires, sur la nature et les objectifs d’un portail d’histoire à haute ambition culturelle.

Mode de diffusion et objet à part entière de l’offre, le numérique sera intégré dans les offres *in situ* de la Maison. Il sera présent dans sa muséographie – la Maison suivra avec attention tout ce qui touche au « musée numérique » et à « l’exposition numérique » – en lien avec tous les autres types de médiation. Il sera aussi le support d’offres nouvelles : la Maison favorisera ainsi la conception de contenus adaptés aux nouveaux médias et aux nouveaux usages, et soutiendra leur production par des partenariats. Dans le domaine de la diffusion, elle sera présente sur l’ensemble des plates-formes existantes et utilisera de multiples canaux : sites Internet, *WebTV*, futures télévisions connectées, réseaux sociaux, etc. Un effort particulier sera fait vers ce qui semble se dessiner sous le nom d’« éducation électronique » : la Maison s’attachera à renforcer la diffusion de ses contenus numériques en liaison avec les plates-formes éducatives à destination des enseignants et des élèves (notamment avec les « environnements numériques de travail »), mais pourra aussi éditer un « panier de ressources éducatives », et se positionner dans le champ des « jeux vidéos » sérieux à contenu historique identifié et authentifié.

La mise en place d’outils d’analyse des usages et de connaissance des publics, comme l’animation des communautés numériques associées aux contenus, permettront de renforcer la visibilité de la Maison et d’accroître sa notoriété. La création de groupes prescripteurs renforcera le lien entre des opérations *in situ* et en ligne et favorisera la fidélisation des publics.

Enfin, la stratégie numérique de la Maison cherchera à valoriser les politiques de recherche et développement, de veille stratégique en matière technologique, d’usages de nouvelles écritures interactives et de nouvelles interfaces.

Le déploiement de l’offre numérique de la Maison s’effectuera en deux temps : un site de préfiguration assurera, en septembre 2011, une visibilité rapide de la Maison sur Internet ; puis, par l’ouverture d’un portail en 2012, une offre plus riche et plus structurée sera mise à disposition des internautes.

UN SITE DE PRÉFIGURATION EN SEPTEMBRE 2011

Relais de communication pour la Maison et ses partenaires, ce site rassemblera des informations et annoncera les étapes de la délimitation de son projet en cours d’élaboration. Il permettra de lancer les premières actions de visibilité sur les réseaux sociaux

(Facebook, Twitter, Dailymotion, etc.) et d'entamer le travail de référencement sur les moteurs de recherche. On y trouvera :

- des informations sur le Comité d'orientation scientifique et l'Association de préfiguration (informations pratiques, textes réglementaires, rapports et comptes rendus relatifs au projet) ;
- une offre internet en lien avec l'actualité de la Maison (activités culturelles de l'échelon central et des institutions partenaires) ;
- des vecteurs de communication associés au projet (enquêtes, etc.) ;
- des premières actions de webmarketing (sondages, activités sur les réseaux sociaux).

UN PORTAIL DANS LE COURANT DE 2012

En parallèle, les fondations techniques et éditoriales du portail de la Maison seront mises en œuvre afin d'assurer la mise en ligne d'une première version dans le courant de l'année 2012. Cette première version accompagnera la création du nouvel établissement public et signalera toutes les autres propositions qu'on peut dès à présent repérer sous tous les chapitres de cet avant-projet. Ce futur portail de la MHF a pour ambition de devenir, à terme, le label de référence sur l'histoire de la France mise à portée de tous les publics, professionnels, curieux et amateurs d'histoire, toutes générations conjointes. Il permettra d'accéder :

- à un portail de ressources permettant l'agrégation de contenus issus de différentes institutions culturelles (musées, archives, monuments, lieux de mémoire, etc.), sites d'histoire, organismes de recherche et opérateurs culturels (audiovisuels, éditeurs, etc.) ;
- aux sites des institutions partenaires, en valorisant la programmation, les informations pratiques, les offres gratuites et payantes et les services liés à la préparation en amont et au prolongement d'une visite.

Ce portail offrira, outre des informations pratiques et institutionnelles, une offre éditoriale riche et variée, pour tous types d'internautes.

Pour tous :

- « Actualité de l'Histoire » : l'annonce de colloques, expositions, célébrations nationales, production télévisée et filmographique, « objet du mois » ou « site du mois » ;
- l'accès aux archives audiovisuelles (Institut national de l'audiovisuel, Établissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense, France Télévisions, chaîne Histoire, etc.) ;
- l'accès aux expositions-dossiers, aux conférences numérisées et à toutes les activités liées au calendrier culturel de la MHF et de ses premiers partenaires ;
- le développement d'une *WebTV* ou d'une télévision connectée, en partenariat avec l'INA, la chaîne Histoire, lesite.tv, etc. ;
- l'exploitation de ressources numérisées des partenaires (INA, RMN-Grand Palais, Bibliothèque nationale de France, sites archéologiques du ministère de la Culture, portail « Histoire des Arts »...) dans le cadre d'une offre rendue d'accès aisé après un vrai travail d'édition ;
- la réalisation de sites d'expositions et de visites virtuelles de la MHF et de ses différents partenaires ;
- la réalisation d'infographies et de chronologies en « 3D », ainsi que d'éléments chronologiques multimédias et interactifs, pour utiliser pleinement les potentialités des outils et des applications numériques ; ces éléments seront accompagnés d'une réflexion

IV UNE OFFRE NUMÉRIQUE AMBITIEUSE



- sur la nature et le rôle de la chronologie en histoire ;
- la création d'une série de « webdocumentaires » ;
- le développement d'une offre multi-supports adaptée, notamment pour les smartphones et les tablettes ;
- la présence sur Facebook, Twitter, Dailymotion et les activités de *webmarketing*.

Pour les chercheurs et les professionnels :

- l'accès aux bibliographies, aux bases de données et aux bibliothèques numériques spécialisées, aux sites de ressources en matière historique, un moteur de recherche propre (« moissonnage » des sites et entrepôts de type *Open Archives Initiative*), guide critique référençant les sites et leurs ressources, etc. ;
- l'accès aux sites majeurs de références (BnF, IGN, « Collections », Persée, Ménéstrel, Calenda, Calames, Hérodote, Clionautes, Isidore, Cairn, L'Histoire, etc.) ;
- l'accès aux différentes bases de données et archives numérisées de généalogie ;
- le développement d'espaces personnalisés et collaboratifs pour les étudiants, les chercheurs et les professionnels en formation continue ou semi-continue.

Pour les scolaires et les jeunes :

- des liens réfléchis avec des « plates-formes éducatives » comme des « services associés interopérables » avec les environnements numériques de travail (ENT) ;
- des éléments pour élèves et étudiants préparant des examens et des concours ;
- des *learning scénarios* à destination des enseignants ;
- la conception et la réalisation de modules ludo-éducatifs (multimédias interactifs, quizz, jeux) ;
- des partenariats avec des sites de ressources pédagogiques (lesite.tv, Curiosphère, Canal éducatif à la demande).

Le Comité d'orientation scientifique demande que soit poursuivie la réflexion – par un groupe de travail ad hoc où historiens et professionnels de la culture voisineront avec des professionnels du numérique – sur toutes les questions afférant à l'exigence scientifique dont le portail devra faire preuve pour se mettre au service de tous les internautes : l'efficacité de sa référence documentaire, sa hiérarchisation des nouveautés et des initiatives, l'élaboration de ses réponses aux questions des internautes et la validation des propositions qu'ils pourront faire, la qualité et la vivacité scientifique de l'ensemble des pratiques rédactionnelles qui signaleront et distingueront ce portail. Il y va de l'affirmation à bonne hauteur scientifique et culturelle de la vocation de cette Maison, attachée à la valorisation de l'histoire et à la promotion chez tous et chacun d'éléments d'une culture historique vivante.





UNE GALERIE DES TEMPS

POURQUOI UNE GALERIE DES TEMPS ?

Il serait certes possible de construire des espaces virtuels et de déployer sur les écrans les séries chronologiques et les images de l'histoire de France. Cependant, nous proposons la mise en place d'une galerie permanente, d'une part parce qu'elle figure dans notre cahier des charges, mais aussi parce que nos débats au sein du Comité scientifique et une ébauche d'enquête auprès de quelques futurs utilisateurs nous laissent penser qu'une approche vivante et charnelle de l'histoire de France est scientifiquement et pédagogiquement indispensable : il faut montrer et exhiber des traces de l'histoire de France, il faut matériellement montrer comment l'on passe du document au discours, et faire voir que ce discours n'est en aucun cas univoque. Il serait regrettable que l'approche de l'histoire de France soit assimilée au maniement d'une console de jeux vidéo. Bien entendu, au sein même de la galerie, les interactions avec le portail et toute autre forme de ressources numériques, ainsi que les instruments de médiation les plus novateurs, seront multipliés.



La galerie doit répondre à deux exigences qui peuvent apparaître contradictoires : pour éviter la téléologie et la reprise mécanique du roman national, elle doit se défier des séries chronologiques qui privilégient toujours la dimension politique et induisent le déterminisme. Mais, destinée à attirer des publics français et étrangers très divers, elle doit répondre aux interrogations simples de ceux qui souhaitent voir, situer dans le temps et comprendre.

Pour résoudre cette apparente contradiction, la galerie ne choisit pas un début de l'histoire de France – décider d'un commencement, ce serait choisir le mythe –, mais elle part des premières traces des hommes repérées sur les territoires qui ont été, ou qui sont aujourd'hui français. La galerie met en évidence la pluralité des temps : le temps de la construction de l'État et de la nation et le temps des transformations des vies quotidiennes n'obéissent pas aux mêmes rythmes. Elle tient aussi compte de l'évolution des espaces. L'hexagone s'est lentement construit. Les espaces ont été diversement organisés parfois autour d'un tropisme méditerranéen, parfois recentrés plus au Nord de l'Europe. Il n'était pas écrit que Paris devienne capitale. L'Empire de Charlemagne ne peut figurer, en toute innocence, comme un moment de l'évolution de « la France ». Les espaces doivent donc être déclinés : certains événements ou faits historiques relèvent du national, d'autres du local, de l'europpéen, voire du mondial.

Il s'agit donc à la fois d'éclairer le visiteur sur une possible intelligibilité d'ensemble, mais aussi de démontrer que l'histoire de France ne coule pas sans heurts ni bifurcations, qu'elle s'écrit dans différents temps et différents espaces. Il s'agit enfin de mettre en évidence les matériaux de l'histoire de France et leur mise en œuvre par les historiens.

Nous souhaitons dès lors montrer les espaces et les temps de l'histoire de France et nous proposons pour cela deux types d'entrée :

- une dorsale chronologique pour parcourir et confronter les temps et les espaces ;
- des cellules, ouvrant sur cette dorsale ou participant d'un parcours autonome, pour présenter des « moments d'histoire ».

Les continuités, dans leurs diversités, sont représentées par la dorsale. Les moments constituent des loupes, des « arrêts sur histoire », et des exemples du travail des historiens. On pourrait imaginer, pour ces deux ensembles, une superficie totale qui ne devrait pas être inférieure à 2500 m². Cette disposition, qui ouvrira la possibilité de parcours diversifiés, répond aux besoins des différents publics. Elle permet au visiteur de construire sa visite en liberté, au gré de ses besoins ou de ses curiosités. Elle répond également aux vœux des publics jeunes et scolaires.

LA DORSALE DES TEMPS ET DES ESPACES

Dans quel sens parcourir les temps de l'histoire de France ? Est-il possible d'envisager de partir d'aujourd'hui pour aller vers les premières traces des hommes repérées sur le territoire ? Faut-il adopter l'ordre traditionnel ? Les deux possibilités seront étudiées. Dans les deux cas, des principes simples doivent être observés :

- Permettre au visiteur d'entrer lui-même dans l'histoire. C'est le premier principe à mettre en œuvre. Chacun doit pouvoir s'inscrire lui-même, inscrire sa famille, ses ascendants, et les grandes dates de sa vie ou celles qui ont marqué la vie des siens, dans diverses chronologies, dans différents temps et dans différents espaces. Le visiteur mesure ainsi de quels événements lui-même et les siens sont contemporains, qu'une vie en France peut commencer en Italie, en Auvergne ou à Alger, ou comment, si l'on est né de l'autre côté du Rhin ou des Alpes, on rencontre l'histoire de la France. Cette « entrée dans l'histoire », qui s'appuie sur des outils multimédia, permet d'initier un grand nombre d'activités scolaires ;
- Multiplier et croiser les séries chronologiques. Les séries proposées n'indiquent pas

seulement la succession des événements ou des règnes, elles doivent permettre la comparaison avec d'autres histoires, elles doivent aussi démontrer que l'histoire de France est sans cesse inventée, construite et reconstruite, idéologiquement orientée. La chronologie qui prend Clovis pour point de départ ne choisit pas nécessairement les mêmes événements que la chronologie qui décide que 1789 est le commencement absolu... Elles ne racontent pas la même histoire de France. Autrement dit les chronologies proposent plusieurs parcours possibles. Ces chronologies croisent les événements et leurs résonances à différentes échelles : le local, le régional, le royaume – ou l'État –, l'Europe, le monde. Elles mettent en évidence les regards extérieurs portés sur l'histoire de France ;

- Toujours coupler séries chronologiques et cartes. Les cartes pourraient être l'occasion de « paliers d'approfondissement » : Que peut-on appeler « France » vers l'an mil, vers 1500... ? Elles permettraient de faire le point non seulement sur le problème des limites, mais aussi sur les langues... Les cartes démontrent que l'espace « France » est loin d'être permanent et homogène. Elles mettent aussi en évidence qu'un même temps historique est vécu différemment selon les échelles spatiales. L'histoire de France ne se déroule pas exclusivement à Paris : à Toulouse ou dans les campagnes alsaciennes quels sont les événements qui marquent les débuts de la Révolution ?

- Incrire des existences individuelles dans l'histoire. Ces chronologies proposent, parallèlement à la mise en évidence des événements, des parcours individuels, des vies de femmes et d'hommes qui ont joué un rôle dans l'histoire de France mais aussi la reconstitution d'existences anonymes, sur le modèle du Pinagot d'Alain Corbin ;

- Montrer l'évolution des vies quotidiennes. Ces chronologies sont attentives à la vie matérielle des Français, aux transformations des paysages et des cadres de vie, à l'évolution artistique et culturelle. Pour mieux montrer ces différents aspects, les chronologies peuvent être accompagnées d'images montrant l'évolution des modes d'habitat et de quelques objets significatifs des transformations des modes de vie (le collier d'épaule, le métier Jacquard, la pointe Bic...).

Enfin, la construction de cette dorsale doit être en cohérence permanente avec les données du portail, qui permet toutes les interactivités et auquel il est à tout moment possible d'accéder.

LES MOMENTS : DES « ARRÊTS SUR HISTOIRE »

Parcourir la dorsale, c'est parcourir les différents temps de l'histoire de France, s'arrêter dans une des cellules pour explorer un « moment d'histoire », c'est réfléchir, à partir d'un exemple, aux méthodes de l'histoire et aux démarches des historiens. Ouvertes de part et d'autre de la dorsale chronologique, ou pouvant se visiter spécifiquement, ces cellules proposent donc des moments qui renvoient à des fouilles archéologiques (la révolution néolithique à partir des fouilles de Cuiry-lès-Chaudardes, par exemple), un événement historique (la bataille de Leipzig), une année de l'histoire de France (l'année 1954), à un personnage ou un groupe de personnages (les Encyclopédistes), à une innovation technologique (le chemin de fer), à un lieu (une île à sucre au XVIII^e siècle), à un monument ou une œuvre (la Joconde), à un document ou un ensemble de documents (les cahiers de doléances), à des objets (*les Regalia*). Ils peuvent être construits à partir du travail d'un historien (par exemple, *La Grande Peur* de Georges Lefebvre ou le *Varennés* de Mona Ozouf).

Ces moments ne sont ni « les Journées qui ont fait la France », ni les « lieux de mémoire ». Il serait vain de vouloir à travers eux construire une quelconque exhaustivité. Approcher l'histoire de France par ces « moments » n'impose aucun parcours, ils



permettent d'aborder quelques grands problèmes de l'histoire de France, de mesurer les différentes méthodes et approches des historiens. Les éléments historiques rassemblés doivent être situés par rapport à d'autres espaces (région, Europe, monde), le jeu des échelles spatiales empêchant l'histoire de France de se refermer sur elle-même. De même les travaux des historiens étrangers sont proposés en regard des analyses des historiens français.

Les moments historiques peuvent être construits autour d'un ou de plusieurs thèmes. Les moments ne sont pas trop nombreux pour éviter dispersion et émiettement ; leur choix ne relève d'aucune recherche de continuité historique. Ce sont des éclairages partiels sur l'histoire de France. Ils doivent cependant en montrer la diversité des approches et des problématiques. Les espaces consacrés aux moments historiques ne sont pas considérés comme permanents, ils seront revus et transformés périodiquement, tout au moins en partie.

Dans chacune des cellules, les « arrêts sur histoire » sont ainsi présentés, en suivant une démarche qui pourrait en somme être assez proche de celle conduite par Georges Duby dans son *Bouvines* :

- quelques exemples (l'exhaustivité étant naturellement impossible) de matériaux de l'histoire du moment considéré (documents, images, objets, etc.) ;
- une seconde étape montrant l'atelier des historiens. Là sont proposés les méthodes d'élaboration et de construction du discours, le travail de démontage et de remontage des historiens et les controverses qui peuvent les opposer ;
- en dernier lieu, la cellule propose la mémoire du moment, et restitue les enchaînements historiques ou mémoriels dans lesquels il s'inscrit, la diversité des lectures et des usages politiques qu'il a suscités.

Pour apprendre à voir l'histoire dans le quotidien de chacun, d'autres cellules montrent le présent d'un lieu (une ville, un village, un paysage...), les marques et les traces visibles de l'histoire. Une maquette met en évidence les dates de construction des monuments, l'extension des différents quartiers. Les noms des rues, les monuments et les statues sont analysés. Chaque lieu permet d'aborder un certain nombre de thèmes historiques privilégiés. Si l'on choisit, pour proposer un seul exemple, la ville de Lens, la présence de la mine et le poids visible de la Première Guerre mondiale sont les deux évidences les plus fortes. Mais on repère aussi la présence polonaise, les brasseries, le stade Bollaert, le futur Louvre-Lens...

Cette démarche, pour apprendre à voir l'histoire, pourrait être transposée par le visiteur et utilisée pour mettre en évidence les traces de l'histoire dans sa ville ou dans son village. Elle constituerait, comme les « entrées dans l'histoire » de la dorsale chronologique, le point de départ de nombreux travaux scolaires.

Enfin, un espace particulier abrite un thème d'actualité : découverte archéologique, controverse scientifique, thèse importante qui bouleverse les acquis scientifiques, débat commémoratif.

DOCUMENTS, OBJETS ETC. :

QUE VERRA-T-ON DANS LA GALERIE ?

La galerie n'est pas un musée. Elle ne gère pas des collections, mais elle accueille, en dépôt, des objets prêtés par des musées partenaires. La galerie n'aligne ni des objets dans des vitrines, ni des portraits sur les murs dans une présentation figée. Elle montre des documents, des objets authentiques et des copies ; elle permet même éventuellement de toucher et de manipuler, mais elle ne sépare pas le document et l'objet de leur usage par l'historien, s'efforçant de créer la surprise et le questionnement

du visiteur. La dorsale donne à voir les traces concrètes des modes de vie des communautés (maisons, outils, objets du quotidien, vêtements...) et de quelques trajectoires individuelles.

Montrer l'histoire de France, c'est nécessairement montrer le travail des historiens. Le « moment gaulois » peut être l'occasion de faire parler un statère d'or à l'effigie de Vercingétorix, une maquette de la Bastille introduit aux dimensions symboliques de la forteresse, des cahiers de doléances, croisés avec d'autres documents mettent en scène villages ou villes de 1789.

Les objets présentés permettent le lien avec les musées partenaires. Une monnaie gauloise renvoie au musée d'Archéologie nationale de Saint-Germain-en-Laye, un plat de Bernard Palissy au musée national de la Renaissance d'Écouen. Des objets qui concernent la traite peuvent évoquer les musées de Bordeaux ou de Nantes. Le document écrit a nécessairement une place toute particulière. Mais là encore aucun document n'est présenté sans être accompagné de son usage historique.

Enfin, les alentours de plein air pourraient être animés par des sculptures, la Marseillaise de Rude introduisant à *l'allée des héros de l'histoire de France*, entre clin d'œil à la statuaire d'autrefois et appel à la créativité contemporaine. Cela permettrait, là encore, de conjuguer le regard premier sur le totem, sur l'objet mémoire et charnel avec la mise à distance critique. La Maison de l'histoire de France propose à la fois le contact direct avec tous les affectifs de l'histoire de France et l'intelligibilité de l'élaboration complexe de son écriture, toujours raisonnée, toujours en chantier.



VI

DES EXPOSITIONS ET AUTRES RENCONTRES

Des expositions temporaires, des manifestations et des rencontres régulières, des initiatives en collaboration avec le réseau des partenaires, des coproductions avec de grands médias classiques et numériques, une présence régulière dans les régions et à l'étranger, l'accueil de réalisations d'autres établissements : la Maison de l'histoire de France tiendra ses publics en haleine et les fidélisera en multipliant les propositions à tous les étages. De surcroît, ces prestations compléteront, stimuleront et feront évoluer son offre numérique et sa galerie des temps.



L'EXPOSITION TEMPORAIRE DE QUESTIONS D'HISTOIRE

Une rapide enquête auprès de conservateurs et d'établissements du ministère de la Culture et de la Communication, mais aussi de sociétés privées spécialisées dans le domaine des expositions et de la production audiovisuelle, de médiateurs culturels, de spécialistes du patrimoine historique, a rappelé nombre de préceptes acquis en ce domaine, tous sans doute d'une forte banalité aujourd'hui, mais que la Maison devra prendre en compte et en charge :

- La collation d'œuvres, d'archives, de traces, d'images et de sons doit être articulée avec le propos global de l'exposition, sans que la force de l'un ne diminue celle de l'autre, car « la confrontation entre l'entreprise muséographique et la pratique historienne n'est ni neutre ni évidente ; elle met l'historien à l'épreuve des impératifs ambivalents de la demande muséographique, entre émotion et transmission des connaissances » (Laure Blévis et Claire Zalc).

- il s'agit de sans cesse « secouer » et surprendre le public, savoir qu'aujourd'hui on regarde plus qu'on ne lit, qu'on entend plus qu'on n'écoute, qu'on se branche et qu'on télécharge avant, pendant et après la visite mais que l'interactivité a ses limites, et d'abord celles constatées aujourd'hui par l'évolution des usages des bornes interactives et des audio-guides ;

- l'image a divers statuts qui tous évoluent aujourd'hui, du légitime (l'archive) au participatif (témoins), du spectaculaire (mise en scène) au fictif ou à l'intimiste (théâtre virtuel) ; le son et les musiques irriguent la muséographie, à l'instar de maintes sociabilités et pratiques culturelles ;

- l'exposition trop « muséifiée » décourage les jeunes publics ; l'objet « mythique » ou « totem » à charge émotionnelle, bien mis en scène, peut en revanche réunir les suffrages de tous les visiteurs ; l'accumulation et l'abstraction peuvent ruiner le propos ;

- les expositions demandent un long temps de préparation et il ne s'agit pas de céder à la tentation d'une rotation trop rapide pour mieux rameuter les divers publics ;

- toute manifestation doit avoir une vocation, une complémentarité ou une démultiplication régionale, nationale et internationale et donc pouvoir s'exporter tout en pouvant être enrichie par des visites complémentaires sur d'autres sites ;

La multiplicité et la banalisation de ces acquis ne dispensera pas la Maison d'avoir à préciser et exciter en continu *une méthodologie de l'exposition d'histoire*, domaine où la France, dans un riche concert international (on songe d'abord à l'Allemagne, à l'Italie ou au Canada et aux travaux comparatifs de l'Association internationale des musées d'histoire), n'a pas donné encore toute sa mesure eu égard à la richesse et la variété de ses ressources patrimoniales. Il s'agit d'apprendre à exposer les attendus fondateurs de la Maison et d'aider à mettre en regard et en synergie un *texte* (le sujet historique traité, avec ses hypothèses de travail, ses ressources documentaires et sa possibilité d'adaptation aux nouveautés historiographiques et technologiques) avec ce qu'on dénomme souvent trop sommairement un *contexte* historique ; des *traces* (pièces d'archives, objets multiples, signes, images et sons tout aussi variés), des *marques* patrimoniales (objet totem ou symbolique, monument, symbole, etc.) et des *œuvres* de création sous toutes ses formes (art, littérature, invention, etc.). Son impulsion devrait faire avancer cette question de la nature de l'exposition de l'histoire posée dès longtemps aux musées d'art, d'histoire et de société, aux mémoriaux et historiques, aux lieux de mémoire, aux monuments d'histoire, aux Villes et Pays d'art et d'histoire, aux collectivités territoriales et aux associations soucieuses de faire connaître un passé. En conséquence, un groupe de travail (historiens, conservateurs, professionnels et experts en tous genres, créateurs, etc.) sur cette question *doit être mis en place*. Il profitera de la réflexion déjà ouverte à propos de la galerie des temps et de l'exposition de préfiguration de la Maison.

En l'état, il s'agit aussi de concevoir des *modules d'exposition* où pourront être présentées des initiatives, des exigences, des complémentarités et des ressources documentaires (connues, en réserve ou inédites) sur un sujet d'histoire. De l'avis général, doivent être prévues, en liaison avec les autres manifestations et rencontres dans la Maison et dans les institutions de son réseau de partenaires :

- de grandes expositions d'intérêt national, régional, européen et international, sur 1500 m² environ, conçues pour être montées également hors du site de la Maison, annuelles s'il se peut ;
- des expositions de taille moyenne, sur 600 m² environ, au rythme de deux par an ;
- des expositions-dossier, très mobiles, d'une superficie plus modeste, programmées au rythme (trimestriel ?) imposé par des découvertes, des opportunités, des sauvetages, des acquisitions, des valorisations d'une recherche historique probante, des réévaluations de telle ou telle trace, objet, œuvre ou lieu patrimoniaux ou historiques.

Fort heureusement, les *thèmes à traiter* ne manqueront pas et leur efficacité historique, culturelle et nationale favorisera la mise en œuvre des acquis, des recherches et des initiatives qui viennent d'être rappelés. Sans préjuger de la politique culturelle de la Maison et des contributions extérieures qu'elle pourra recevoir, le Comité d'orientation scientifique signale dès à présent l'intérêt général, éducatif, civique et national qu'il y aurait à aborder, entre cent autres, les enjeux et sujets suivants, en les rendant instructifs et surprenants :

- tous ceux qui touchent à l'histoire comparée de deux peuples et à « la France vue par... » (par exemple, « France-Chine » ou « La Nouvelle-France et son souvenir ») ;
- ceux qui évoquent l'œuvre nationale de grands noms (aussi bien Marc Bloch, Victor Hugo ou Joséphine de Beauharnais que « Les soldats inconnus » ou « Jacques et jacqueries ») ;
- certains de ceux dont l'actualité est évidente (ainsi, « Parler français » ou « Les frontières de la France, du Rhin à l'Oyapock ») ;
- de grandes questions de société à visiter et revisiter en termes d'histoire (« Les migrants intérieurs », « L'Art nouveau franco-européen », « À l'ombre des forêts » ou « L'automobile ») ;
- des questions d'histoire renouvelées par des recherches inédites, des sources nouvelles ou des œuvres de création récente (« L'archéologie des deux Guerres mondiales » ou « Donner des fêtes au peuple »).

DES RENCONTRES MULTIFORMES

La Maison entretiendra, il va de soi, les formes habituelles d'animation et de complément offertes aujourd'hui à tous les publics fréquentant une exposition : catalogue, produits numériques, reproductions et produits dérivés, conférences, tables rondes, projections, lectures, concours, spectacles, jeux, etc. Ce qui ne devra pas la dispenser d'avoir à inventer des types de rencontres particulièrement adaptées au traitement d'une *exposition temporaire de questions d'histoire*.

Par ailleurs, elle saura provoquer, hors expositions, avec l'aide de son réseau de partenaires et en échange avec lui, des rencontres et des activités permanentes ou programmées tout aussi indispensables pour assurer son rayonnement culturel et sa vocation de valorisation de la recherche historique. Signalons particulièrement le succès aujourd'hui des « universités populaires », des « cours publics » et autres « cycles de conférences », des « ateliers » et des « jardins », des « cafés » (d'histoire, certes, mais aussi d'histoire littéraire, de philosophies de l'histoire, d'histoire des religions ou des sciences), des concours d'éloquence, des « librairies d'hier et demain », des présentations et analyses de romans et de bandes dessinées historiques, des « jardins de... », des

VI DES EXPOSITIONS ET AUTRES RENCONTRES



initiations à la gastronomie à toutes époques et des « dîners-débat », des « soirées d'histoire », des « musées d'enfants », des « cartes blanches » à un historien, un créateur ou une association, des « nuits » et autres « nocturnes », des rencontres habituelles autour de films et de séries télévisées à consonance historique, etc. Sans parler des rencontres propres à valoriser la recherche signalées au point VIII de cet avant-projet.

Il restera, surtout, à savoir créer l'événement et à inscrire très fortement la Maison dans le paysage culturel et médiatique. Pour l'heure, nous recommandons de :

- signaler qu'on pourrait donner aux Journées du patrimoine une dimension historique plus affichée ;
- lancer une ou des Journées de l'histoire de France, ou un week-end, avec le réseau des partenaires de la Maison et celui des « Villes et Pays d'art et d'histoire » ;
- proposer tous les deux ans une réflexion collective et une animation culturelle sur un grand sujet d'histoire, en liaison ou non avec les commémorations nationales ;
- décerner un Prix de l'histoire de France, organiser un Concours du jeune historien, labelliser « Histoire de France » telle action d'une association ou d'une collectivité, etc. ;
- s'associer ou orchestrer telle campagne de sauvetage et de promotion culturelle d'un ensemble historiquement significatif et à découvrir ou redécouvrir (collection, donation, monument, lieux, etc.) ; favoriser des collectes de témoignages et de documents à l'initiative des collectivités territoriales, des établissements culturels ou des lieux de mémoire ;
- animer dans chaque région ou collectivité territoriale et en partenariat avec celles-ci, un réseau de correspondants de la Maison de l'histoire de France (universitaires ou chercheurs, professeurs, professionnels de la Culture et de la Communication, représentants du monde de l'association, créateurs) chargés de favoriser et de relancer les initiatives.

L'ensemble de ces manifestations requerra sur le site choisi de la Maison les installations ad hoc (auditorium, salle de projection, salles polyvalentes, espaces d'accueil, espaces à vocation commerciale), conçues en lien avec la politique des publics de l'établissement et les perspectives de fréquentation.



VII

L'OUVERTURE À L'EUROPE ET AU MONDE

NÉCESSAIREMENT EUROPÉENNE

On prête à Marc Bloch l'aphorisme suivant : « Il n'y a pas d'histoire de France, il n'y a qu'une histoire de l'Europe », qu'il aurait ensuite complété en ajoutant : « Il n'y a pas d'histoire de l'Europe, il n'y a qu'une histoire du monde. » La Maison de l'histoire de France pourrait le faire sien, car l'histoire de ce pays, on ne le dira jamais assez, ne peut se comprendre et donc aussi se présenter et se transmettre que si on la replace dans un contexte plus général qui soit à la fois européen et mondial. //////////////

Telle avait été déjà l'idée de départ des concepteurs du Musée historique allemand de Berlin, en 1987, donc avant la chute du mur de Berlin et la réunification allemande qui s'en est suivie. Dans le cahier des charges élaboré à cette occasion, il était dit explicitement que ce musée aurait pour tâche de « présenter l'histoire allemande dans son contexte européen » et le visiteur français qui le découvre y voit, bien mis en évidence, deux portraits de Richelieu et de Mazarin de l'école de Philippe de Champaigne, un portrait en majesté de Louis XIV par Henri Testelin, un buste de Voltaire et un buste de Diderot tous deux sculptés par Houdon, un exemplaire de *L'Esprit des Lois* et un autre du *Contrat social*, le drapeau donné à la ville de Varenne en 1792 par la « patrie reconnaissante », un portrait de Napoléon en costume du sacre par Gérard ou encore le bicorne et l'épée abandonnés par Napoléon à Waterloo. Il va de soi que la Maison de l'histoire de France ne saurait être en retrait par rapport au Musée historique allemand, en toute réciprocité nationale et européenne. Et cela pour quatre raisons au moins.

La première tient au fait que l'histoire de la France est, dès ses origines, structurellement liée à celle de ses voisins, qu'il s'agisse des échanges, des emprunts, des appropriations, des influences réciproques ou des conflits : les Francs sont originaires de Germanie, le royaume de France s'est affirmé contre l'Empire, la guerre de Cent Ans et Jeanne d'Arc renvoient à la France anglaise, la Renaissance est d'origine italienne, la Réforme protestante trouve ses origines dans le Saint-Empire, la pomme de terre, le café, le sucre et le tabac proviennent de l'outre-mer, la révolution industrielle est née en Angleterre et c'est pour cela que les trains roulent à gauche etc.

La deuxième est d'ordre conceptuel : nombre d'évolutions qui ont affecté l'histoire de la France ne sont rien d'autre que des évolutions transversales et transnationales qui ont affecté à des degrés divers l'ensemble de l'Europe et ne peuvent se comprendre qu'envisagées à cette échelle : la peste noire de 1348 n'a rien de spécifiquement français et les Lumières françaises n'ont de sens que vues en commun avec l'*Enlightenment* anglais et écossais, l'*Illuminismo* italien, l'*Aufklärung* allemande. La troisième raison est d'ordre pédagogique : seule la comparaison permet de mettre en évidence les originalités françaises. Vercingétorix comme mythe fondateur ne se comprend pas sans référence à Arminius et réciproquement ; l'édit de Nantes qui organise la coexistence entre catholiques et protestants ne se comprend que par référence à la paix de religion d'Augsbourg de 1555 ; la précocité de la restriction des naissances en France est une exception à l'échelle européenne ; et il en va de même un siècle plus tard de la laïcité.

La dernière raison est à chercher du côté des publics visés et accueillis comme tels : la Maison aura beaucoup de visiteurs en provenance de l'étranger, et d'abord des pays européens limitrophes (un tiers des 900 000 visiteurs du Musée de Berlin en 2010 ont été des étrangers, en provenance avant tout de États-Unis, de la Grande-Bretagne, des Pays-Bas et de la France). Elle se doit donc de présenter une histoire de notre pays qui soit compréhensible pour eux et où ils puissent se retrouver. Et ce d'autant plus que la dynamique d'europanisation qui est (qui était ?) en œuvre depuis plusieurs décennies, dans le contexte d'un continent pacifié et aux frontières poreuses, a pour conséquence une interpénétration partielle des cultures historiques nationales et l'émergence précaire, douloureuse mais possible d'une mémoire européenne : pour un Français d'aujourd'hui, l'histoire de l'Allemagne, de l'Italie ou de l'Angleterre devrait être de mieux en mieux perçue comme faisant partie de son passé, l'inverse étant tout aussi vrai.

D'où la nécessité de concevoir la Maison de telle sorte qu'elle fasse une place importante aux regards croisés et aux perceptions extérieures ou étrangères, à l'instar de ce qui est en cours dans le manuel franco-allemand d'histoire. C'est bien pourquoi elle doit être aussi européenne.

DANS L'ACTION CULTURELLE EXTÉRIEURE

Sans remonter à François I^{er} ou Louis XIV, on peut considérer que la naissance d'une volonté délibérée d'ouvrir et de proposer la langue, la culture française et donc certaine vocation historique universelle de la France à tout un ensemble de populations étrangères remonte au dernier tiers du XIX^e siècle. La budgétisation des Œuvres d'Orient, l'apparition de l'Alliance Française (1883) ont marqué les débuts d'une politique culturelle extérieure moderne, apte à toucher des publics géographiquement (le bassin méditerranéen fut alors la priorité) et socialement variés, à travers une panoplie de moyens diversifiés (le livre, les représentations théâtrales, les conférences), et en vue d'une double finalité, l'enseignement et la formation de l'esprit. La République a donné son appui à ces premiers acteurs privés, avant de mettre en place son propre dispositif, des instituts culturels à l'étranger, apparus pour les premiers d'entre eux avant 1914, aux lycées français qui se généralisèrent dans l'entre-deux-guerres. Après 1945 et jusqu'aux années 1960, ce dispositif n'a pas cessé de s'étoffer, l'Alliance Française devenant une institution d'enseignement et de culture de bon niveau, les instituts et lycées français essaimant un peu partout dans le monde. Cette action culturelle extérieure a joui, dans l'ensemble, d'un haut niveau de considération partout où elle s'est déployée, en bonne harmonie avec le rayonnement de la culture française elle-même et sa faveur chez les élites cultivées des pays concernés. Ce rayonnement tenait autant à la place particulière de la France dans le monde jusqu'à la fin du XX^e siècle qu'à la qualité des œuvres elles-mêmes : entre 1900 et 1980, artistes, écrivains, philosophes, historiens, cinéastes et compagnies de théâtre ont pu sillonner le monde, forts d'une réputation exceptionnelle.

L'après 1989 a fait décliner cette fonction d'échangeur que le rayonnement de la culture française avait universalisée et il n'est plus permis d'adopter la posture bernanosienne, un peu grandiloquente, sur les immenses attentes du monde devant une parole française : le pays ne peut plus jouer le rôle d'oracle à vocation éclairante dans un contexte de dissémination et de fragmentation du pouvoir politique et culturel, pas davantage dans la prolifération d'une culture de masse dérivant si aisément vers le *Mainstream*. L'un des signes préoccupants de cette banalisation (la crise du réseau culturel à l'étranger en étant un autre) est évidemment, malgré l'affirmation de la francophonie, le recul de la langue française un peu partout dans le monde.

Un discours morose sur le déclin linguistique, national et scientifique peut-il tenir lieu de réflexion et inspirer l'action ? On en doute fort et la question serait bien plutôt d'envisager les possibles imaginables. Un réalisme modeste peut servir de garde-fou dans cette démarche. Et d'abord, si l'on veut, que peut-on ? À défaut de proposer au reste du monde d'admirer notre « grandeur », nous pouvons nous recommander auprès de lui de certaines de nos réalisations et une stratégie de la « référence » est sans doute la piste à suivre. L'expérience du Louvre à Abou Dhabi paraît synthétiser bon nombre de ces mécanismes nécessaires à la réussite culturelle aujourd'hui : excellence du savoir-faire muséal, excellence des œuvres prêtées, choix stratégique du lieu qui est devenu le grand *hub* de l'espace africano-asiatique. Dans un tout autre domaine, la politique du cinéma, la filière a su intelligemment doser ouverture à l'Autre (les aides aux cinéastes étrangers) et la promotion du cinéma français (ainsi, Unifrance ou la création des attachés cinématographiques dans certaines ambassades). En matière de théâtre, Avignon, tout en étant une vitrine de la scène française, a su depuis plusieurs années donner à des compagnies étrangères la première place, avec il est vrai un succès inégal. Ce raisonnement est valable pour la Maison de l'histoire de France, à condition qu'elle se propose d'accueillir des historiens étrangers, qu'elle soit attentive aux frémissements historiographiques du monde entier et qu'elle songe à favoriser, en bonne synergie avec toutes les institutions et réseaux *ad hoc*, la présence internationale de la recherche historique nationale. Il ne s'agit pas non plus de suivre passivement les modes et les divers emballages académiques. Mais l'influence ne se gagne pas calfeutrée dans



quatre murs. Cette générosité et cette attention à l'égard des réalisations culturelles et intellectuelles étrangères posent d'ailleurs d'autres graves questions. Aussi bien l'enjeu posé par l'accueil des étudiants/chercheurs africains et proche-orientaux (problèmes de visas) que celui de la valorisation de certains de ces travaux universitaires (recrutement à l'Université ou au CNRS) n'ont pas trouvé, pour l'heure, de solutions satisfaisantes. Par exemple, le poids scientifique et universitaire croissant des États-Unis en Afrique noire francophone et au Maghreb, à travers notamment le rôle des grandes Fondations, traduit une désaffection sérieuse à l'égard de la France chez les meilleurs. La Maison pourrait, à sa façon, essayer de contrebalancer quelque peu ces tendances lourdes, en favorisant, avec l'aide de son réseau, des formes de séjour à Paris et en France pour des chercheurs en histoire étrangers et en leur offrant la possibilité de faire connaître leurs travaux à un large public. La Maison devra donc avoir vocation au décloisonnement.

Quels contenus historiographiques permettront d'affirmer cette ouverture internationale ? Nous retombons sur des attendus déjà signalés ici aux points I et II. Et d'abord sur le paradigme anthropologique qui s'est imposé dans les sciences sociales et qui tend à illustrer la dimension d'altérité au sein des cultures. Or, dans l'histoire contemporaine, celle-ci a longtemps été perçue sous le seul angle du nationalisme intellectuel et culturel forgé par les élites du XIX^e siècle. En effet, le moment de la « nationalisation » des sociétés européennes avait bien produit une exacerbation de culturalisme (s'inventer une tradition), mais cette construction se réalisait précisément en parallèle avec la « première » globalisation, celle de la fin du XIX^e siècle. L'émergence d'un monde commun rendit alors nécessaire ce travail intense de différenciation au sein des différentes nations européennes. Or, cette fragmentation fut beaucoup moins profonde que ne voulurent l'afficher les propagandistes intellectuels du nationalisme culturel, de Michelet à Lavis. En dépit des discours nationalistes triomphants, les nations européennes furent loin de virer à l'isolationnisme culturel. L'un des changements historiographiques clés des trente dernières années fut, du coup, d'en finir résolument avec le récit romantico-lavissien qui reposait sur le présupposé « culturaliste » et ethnocentriste d'une construction politique et culturelle nationale conçue comme authentique parce que fermée sur elle-même. Or, nous disent les anthropologues revenus sur le devant de la scène intellectuelle avec le spectacle de la mondialisation, les cultures reposent fondamentalement, et même les plus « archaïques », sur des contacts et de l'extraversion. La Maison devrait donc valoriser toute une série de démarches historiennes permettant de placer la construction de l'entité France dans des contextes plus larges que celui de l'État-nation. Et tout particulièrement celles, répétons-le, qui abordent le contexte européen (les transferts culturels européens) mais aussi celles qui intègrent le contexte mondial, en fort exemple, de la colonisation et de la post-colonisation.

L'historiographie des *transferts culturels*, relativement récente (1987), autorise en effet une nouvelle approche du fait national en exhumant les interrelations, les processus complexes d'imbrication entre les divers ensembles culturels européens au cours des siècles. Une telle approche, celle du cosmopolitisme du national, favorise la construction d'une histoire interculturelle de l'Europe qui examine comment, au XIX^e siècle par exemple, des milieux médiateurs ont acclimaté des courants de pensée (le nietzschéisme), des mythes culturels (Paris) ou valorisé certaines pratiques intellectuelles et artistiques (la constitution de bibliothèques par exemple, de collections scientifiques, de musées). Dans ce tourbillon au sein de l'espace culturel européen, des déformations créatrices s'opèrent au passage quand l'importation fut acclimatée à son milieu récepteur. Ainsi l'histoire de l'université en Europe et aux États-Unis est-elle indissociable de son modèle allemand mais retraduit et plus ou moins reconfiguré selon les pays ; celle de l'École normale supérieure après 1870 a été fortement liée à l'exemple allemand tout en s'en démarquant ; inversement, l'histoire de la peinture allemande au XIX^e siècle et des musées ne se comprend pas sans une référence française omniprésente. L'histoire franco-allemande a pu être ainsi très largement revue et

réécrite dans cette perspective. Mais il est souhaitable d'avancer dans cette voie en prenant d'autres pays en exemple. La Maison pourrait, pour ce faire, proposer des expositions thématiques sur les interrelations entre nations et entre capitales, en historicisant un propos déjà lancé naguère au centre Georges Pompidou (voir le point VI ci-dessus).

Un autre grand domaine historiographique auquel elle devra porter attention sera celui de *l'histoire postcoloniale*. Le terme renvoie au processus d'interactions constantes, au passé comme au présent, entre colonisés et colonisateurs, ex-colonies et ex-métropoles. Incontestablement, le sujet se révèle plus polémique que le précédent et l'historiographie française sur le sujet présente de forts clivages, mais il existe quantité de bons travaux. La Maison ne sera pas la paroisse d'un seul type de fidèles et elle devra s'ouvrir aux débats et au dissensus, y compris sur les questions de mémoires liées à l'esclavage et à la colonisation. À l'heure où le débat politique est posé et s'envenime à propos de l'identité nationale, comment ne pas prendre à bras le corps, scientifiquement, cette question de l'identité postcoloniale, qui rassemble en faisceau tant de problèmes, les migrations internationales et les outre-mers, les banlieues et les lieux de mémoire ? Non que les héritages soient linéaires entre hier et aujourd'hui, non qu'il faille précisément, comme on le fit au XIX^e siècle, à nouveau essentialiser la culture et aboutir à un magma relativiste, non que toute l'histoire humaine soit réduite à la « postcolonialité », mais il s'agit d'aider à une meilleure expérimentation de l'histoire croisée afin de confronter identité et altérité dans l'historicité française depuis 150 ans.

Bien d'autres terrains historiographiques pourraient être abordés, dont celui des frontières, qui ont permis de définir l'État et ont cristallisé les consciences nationales. Sur un autre plan, ainsi que nous l'indiquons ci-dessus, il serait bon de lancer une réflexion comparée sur l'état actuel de la globalisation qui s'accompagne, comme cent cinquante ans plus tôt, d'un nouveau processus « d'invention de la tradition » : l'historiographie des *Lieux de mémoire*, qui n'est plus seulement hexagonale, nous semble contemporaine de cette situation.

LA MISE EN SYNERGIE

Les différentes sociétés historiques nationales seront des interlocuteurs naturels pour la Maison de l'histoire de France. Il en va de même pour les associations et les revues (du type *French historical studies*, *French politics*, *Culture and Society* aux États-Unis) et pour les instituts plus spécifiques dévolus à la recherche sur l'histoire de la France, avec lesquels les collaborations (colloques, numéros spéciaux de revues, etc.) sont acquises depuis longtemps. On n'oubliera pas les associations des professeurs de français des enseignement secondaires qui bien souvent, et surtout dans les sections bilingues ou internationales de nos établissements et des établissements étrangers partenaires, ont à dispenser en français des enseignements de « civilisation » et d'histoire le plus souvent « générale » ou « littéraire et artistique », mais parfois aussi « nationale ». La possibilité d'inviter régulièrement des chercheurs étrangers, répétons-le, semble également aller de soi et surtout parmi ceux qui s'intéressent aux angles morts de la recherche française (en histoire culturelle et sociale, par exemple, la liste irait de la danse à l'histoire des arts ménagers en passant par l'histoire de la consommation). Aux États-Unis, on le sait, se sont multipliés les travaux sur les colonies, la race et le genre : l'importance, par exemple, de Saint-Domingue dans l'historiographie américaine pourra frapper l'observateur français. Or ces travaux s'avèrent très mal connus du monde historien et du grand public hexagonal. Il faudra aussi contribuer à conforter les forces les plus fragiles, dans des pays de l'ex-Europe « centrale et orientale » notamment. La Maison, il va de soi, devra aider à faire connaître les meilleurs travaux écrits sur l'histoire de la France et non encore traduits, inciter à leur traduction et, répétons-le,



valoriser leurs auteurs. Son portail documentaire sera naturellement au point nodal de cette mise en synergie.

Pour résumer, le dialogue transnational que la Maison tentera de mettre en œuvre doit s'appuyer sur les vertus de courage et d'audace afin d'aborder de manière ouverte les interrogations sur l'identité française, sur le rapport entre la France et l'Europe, sur le rôle de la France dans le monde. Certaines de ces questions peuvent atteindre notre narcissisme. Mais il s'agira de plaider, finalement, pour une stratégie réaliste d'insertion de la future Maison dans un espace scientifique et culturel international *a priori* peu disposé à s'intéresser à des propos par trop lénifiants. Les étrangers, ceux vraiment intéressés du moins par notre culture et son histoire, et à tout le moins les historiens professionnels, attendent autre chose que l'expression d'un rapport au passé unilatéral et supposé consensuel. S'ils aiment ou s'intéressent au passé français, ils n'en sont pas moins sensibles aux forces de renouvellement qui le présentent sous d'autres lumières et selon des enjeux nouveaux. D'une certaine manière, pour reprendre, en la travestissant, une célèbre formule, il faudrait « provincialiser la France » pour exposer clairement et sereinement les forces et faiblesses de son universalité politico-culturelle. Ni repentance en vertu d'un anachronisme absurde, ni ressassement amer de la grandeur passée ne pourront signaler la volonté d'ouverture de la Maison au monde : seule s'imposera l'exigence de lucidité critique. C'est dans cet esprit qu'elle pourra, en échange, contribuer à la valorisation de la recherche et de la culture historique française à l'étranger, dans les établissements d'enseignement et de recherche comme dans nos réseaux culturels, et, en retour, signaler en France les visions du passé et de l'histoire dans d'autres pays et d'autres peuples.

Pour l'agencement et la mise en œuvre de ces partenariats, la Maison devrait avoir un interlocuteur privilégié : le nouvel Institut français du ministère des Affaires étrangères et européennes. Il va de soi qu'elle multipliera aussi tous les autres contacts utiles et, au premier chef, ceux avec la Commission française de l'UNESCO, le Comité français des sciences historiques, les institutions des ministères de la Culture et de la Communication, de l'Éducation nationale, des universités et de la recherche.



VIII

UNE VALORISATION DE LA RECHERCHE

La Maison de l'histoire de France a vocation à mettre en valeur la recherche historique sous toutes ses formes et dans tous ses états. Chargée de bâtir des ponts entre le grand public et les travaux des « professionnels » de l'histoire, elle doit trouver un juste équilibre, qui lui assurera une légitimité dans le monde de la recherche savante sans la couper de ses publics.

Le calendrier des activités culturelles de la maison sera naturellement le premier signe de cette volonté de valorisation. Ainsi, la Maison souhaiterait, par exemple, que les dossiers de demande de financement de programmes de recherche déposés au département « Sciences humaines et sociales » de l'Agence nationale de la recherche intègrent, dans leur volet « valorisation », des événements qui seraient programmés dans la Maison : une exposition lorsque le sujet s'y prête, des participations à des colloques, des conférences, des cours publics... Prévus à l'avance, puisque la durée moyenne des programmes est de trois ans, de tels partenariats permettraient aux promoteurs des programmes et aux équipes de la Maison de préparer et promouvoir ces activités. La Maison, de son côté, devrait proposer que soit associé à telle exposition en projet ou en préparation tel ou tel membre des établissements de son réseau dont l'expertise, la professionnalisation, les collections ou les fonds pourraient ainsi être mis en valeur.



Diverses manifestations de cette politique de valorisation de la recherche seront donc envisagées.

UN ACCUEIL DE « RÉSIDENTS »

Ce groupe de résidents, qui pourrait constituer au fil du temps un réseau des « anciens » de la Maison, serait formé d'historiens, ou de tout professionnel ayant rapport avec le monde de l'histoire, français ou étrangers. Au nombre de cinq à dix, ils seraient accueillis, détachés ou mis à disposition de la Maison pour des durées limitées (un an, renouvelable par période de six mois, avec un maximum de deux ans), recrutés sur un projet spécifique qu'ils présenteraient à la Maison et qu'ils mettraient en œuvre dans le cadre de leur résidence. Ce projet, en liaison avec l'équipe permanente de l'établissement public, sera lié à l'activité culturelle de la Maison, à Paris, en province ou à l'étranger : il pourra s'agir de cycles de conférences, du commissariat d'une exposition annuelle et des rencontres et animations correspondant. La Maison devrait se doter pour cela de structures de travail et d'hébergement, qui s'ajoutent aux espaces d'accueil du public.

UN « COLLÈGE » DE CORRESPONDANTS

Un « Collège » de correspondants (ou toute autre dénomination ; voir également les points VI et IX de cet avant-projet) constituerait le réseau local des correspondants de la Maison. Ceux-ci se recrutent en métropole comme outre-mer en fonction de leurs compétences et de leur rayonnement, qu'ils soient universitaires, professeurs d'histoire et de géographie dans le secondaire, archivistes départementaux, présidents de sociétés savantes, conservateurs de musées locaux, créateurs saisis par le passé, etc. Leur mission sera de relayer les activités de la Maison et de lui faire connaître des propositions d'activités, d'expositions, de demandes de soutien ou de « labellisation ». La Maison devra s'engager ainsi dans une véritable politique de valorisation de la recherche menée sur le plan local : pour cela, des correspondances partielles et des partenariats à plus long terme devront être noués, répétons-le, avec les réseaux existants de sociétés savantes, le Comité des travaux historiques et scientifiques, les sociétés de généalogie, les Villes et Pays d'art et d'histoire, les associations d'« originaires de », etc. L'adoption d'un thème annuel ou, de préférence, bisannuel, paraît important : il permettrait d'animer de façon concrète correspondances et réseau en faisant appel aux chercheurs, aux associations et aux institutions dont les collections, les fonds ou les ressources seront concernés par le thème (voir plus bas, le point IX). Ce thème pourra, le cas échéant, faire écho aux projets et aux réalisations culturelles programmés à l'échelle européenne (par exemple, les itinéraires culturels du Conseil de l'Europe). Par ailleurs, un « Forum des associations » abritera périodiquement des membres de sociétés savantes et des associations étrangères de spécialistes (historiens, chercheurs en sciences sociales mais aussi professeurs de français des enseignements primaires et secondaires) travaillant sur l'histoire de France et souhaitant faire connaître leurs réflexions et leurs travaux ; on pense, notamment, à celles des pays de l'Union européenne, des États-Unis, du Canada, de la Chine et du Japon, du Moyen-Orient et du Maghreb.

DES « RENCONTRES DE L'HISTOIRE DE DEMAIN »

Sans se spécialiser dans un domaine de la recherche, la Maison doit devenir un lieu d'accueil des grands débats et des discussions sur la façon dont on fait l'histoire. Pour cela, elle organisera chaque année des rencontres annuelles à dimension épistémologique et historiographique, appelées à faire se rencontrer tous les acteurs de l'histoire : chercheurs professionnels, gens du patrimoine, mais aussi documentaristes, etc. Tous

seront amenés, sur un thème particulier (par exemple, « Histoire nationale, histoire globale », « Penser la chronologie » ou « Histoire et fiction »), à faire le point sur les recherches les plus novatrices, les gisements de sources nouvelles, les approches les plus prometteuses et les plus fécondes. Ainsi ces rencontres feront-elles de la Maison un franc lieu de débats. Une première rencontre de ce genre pourrait être organisée dès l'année 2012 ou 2013.

UNE « UNIVERSITÉ POPULAIRE »

La Maison organisera, en direction d'un public plus large, une véritable « université populaire » (ou toute autre dénomination), seule ou en partenariat. Outre son programme régulier d'expositions temporaires, elle développera des cycles de conférences, mais aussi de rencontres, de cours d'initiation aux méthodes historiques, de débats d'actualité de l'histoire ou de présentations d'ouvrages ou de films, à destination de tous les publics et sur les thèmes les plus variés de l'histoire de France.

DES PUBLICATIONS ET LA MISE À DISPOSITION DE RESSOURCES DOCUMENTAIRES

La politique de publication, électronique ou sous forme papier, de la Maison pourrait s'orienter vers le soutien à la publication de sources et de bibliographies. À titre d'exemple (voir également au point IV de cet avant-projet), des contacts ont été pris avec le Centre national de la recherche scientifique en vue de la mise en ligne sur le portail de la *Bibliographie annuelle de l'histoire de France*. La Maison pourrait également participer de façon active à la diffusion et à la traduction, en lien avec le Centre national du Livre, de publications étrangères relatives à l'histoire de France.



IX

UN RÉSEAU DE PARTENAIRES

Reflet de l'omniprésence du matériau historique sur les territoires continentaux, îliens et d'outre-mer, les lieux et institutions dédiés à l'histoire, aux mémoires et aux patrimoines sont multiples et très divers en France. Leur nombre et leurs singularités, héritages d'un long passé ou d'activations contemporaines des mémoires et des patrimoines, ont pu entretenir la dispersion administrative de leur gestion, installer entre eux une disproportion de moyens, de ressources et d'activités. Malgré toutes leurs différences, ces institutions, ces établissements, ces monuments et ces lieux présentent et représentent pourtant, chacun à sa façon, les multiples facettes de l'histoire du pays et répondent au goût des Français pour l'histoire. Cette diversité est un signe de richesse, elle montre qu'il n'y a pas une façon de voir ou d'étudier l'histoire, mais qu'il est possible de porter sur elle une multiplicité de regards. Or, malgré l'existence d'organismes à vocation transdisciplinaire, dont le Comité des travaux historiques et scientifiques créé par Guizot en 1834 est resté un bon exemple, aucun lieu ne confédère ces regards et ne joue le rôle d'indicateur. À la frontière entre plusieurs mondes – recherche universitaire et musées, histoire et histoire de l'art, professionnalisme et grand public –, la Maison de l'histoire de France devrait devenir ce pôle de rassemblement. Mais elle ne le pourra qu'en favorisant et accueillant les initiatives, en multipliant les partenariats et en mettant en synergie les unes avec les autres.



Cette ambition ne pourra donc pas se réaliser sans la constitution d'un réseau, composé de quatre ensembles distincts et définis en fonction de la proximité scientifique, culturelle et institutionnelle de la Maison avec eux. Les relations avec ces ensembles s'appuieront sur les réseaux professionnels existants (Service interministériel des archives de France, Villes et Pays d'art et d'histoire, musées et mémoriaux des conflits contemporains, maisons des illustres, etc.).

LES PARTENAIRES PREMIERS

Dans le premier ensemble apparaîtront des établissements dont le projet, les activités et les collections correspondent aux missions de la Maison de l'histoire de France. Quelles que soient les solutions administratives retenues, quelles que soient la nature et la forme des partenariats élaborés, ces établissements – tous lieux de mémoire aussi – accepteront de nouer des relations étroites avec la Maison, qui pourront être : la coproduction et circulation d'expositions ; la collaboration dans l'établissement de la nature et du calendrier des activités culturelles ; les prêts et dépôts d'œuvres – temporaires ou de longue durée mais qui ne se feront pas au détriment des collections exposées par ces partenaires premiers – puisque la Maison ne disposera pas de collections propres ; des projets communs de valorisation de la recherche. La volonté d'embrasser l'histoire dans toute son extension chronologique conduit à placer dans ce premier ensemble des institutions, des établissements et des lieux de nature et de statut variés mais qui « couvrent » toutes les périodes de l'histoire et tous les types d'investigation historique auxquels la Maison s'intéressera. Tous se signalent par le lien qu'ils nouent entre histoire, société, mémoire, patrimoine et beaux-arts ; par la qualité de leur action culturelle et pédagogique ; par leur capacité d'entraînement local, régional et international.

Parmi ceux-ci doivent figurer neuf musées nationaux dotés de collections d'art et d'histoire remarquables, installés dans des lieux prestigieux et dont le ministre de la Culture et de la Communication souhaite qu'ils forment avec la Maison une « confédération ». À ce premier ensemble devront être associées d'autres institutions, aux collections et aux missions complémentaires, en particulier pour la période révolutionnaire et l'histoire contemporaine.

Le Comité d'orientation scientifique propose donc que la Maison puisse œuvrer en réseau et de concert avec, pour « partenaires premiers », quinze établissements :

- le musée national de Préhistoire des Eyzies-de-Tayac (Dordogne) ;
- le musée d'Archéologie nationale de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines) ;
- le musée de Cluny-musée national du Moyen Âge (Paris) ;
- le musée national de la Renaissance à Écouen (Val-d'Oise) ;
- le musée national du château de Pau (Pyrénées Atlantiques) ;
- le musée des Plans-reliefs à l'hôtel des Invalides (Paris) ;
- l'établissement public du château de Fontainebleau (Seine-et-Marne) ;
- le musée Carnavalet d'histoire de Paris (*période révolutionnaire, rôle historique de la capitale*) ;
- le musée national de Malmaison et Bois-Préau (Hauts-de-Seine) et ses annexes (musées de l'île d'Aix et maison Bonaparte d'Ajaccio) ;
- les musées et domaine nationaux de Compiègne (Oise) et le musée franco-américain du château de Blérancourt (Aisne) ;
- le Centre historique minier de Lewarde (Nord) (*révolution industrielle, vocation anthropologique, XIX^e et XX^e siècles*) ;
- la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC) à Nanterre (Hauts-de-Seine) et son musée d'histoire contemporaine de l'hôtel des Invalides à Paris (les XX^e et XXI^e siècle) ;
- le musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (MUCEM), à Marseille.

- les Archives nationales d'Outre-mer à Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône).
- le Centre européen du résistant déporté sur le site de l'ancien camp de concentration de Natzweiler au Struthof (Bas-Rhin) (*la Deuxième guerre mondiale et sa mémoire*).

La création de l'établissement public de la Maison de l'histoire de France étant prévue pour le 1^{er} janvier 2012, le ministère de la Culture aura d'ici là fixé la nature des liens qui l'uniront aux neuf musées nationaux concernés par son projet. L'association de préfiguration et le Comité d'orientation scientifique, quant à eux, auront pris les contacts nécessaires avec les six autres établissements cités ici pour définir des mesures concrètes de partenariat, et prépareront des conventions pour mettre en œuvre ces mesures.

LES GRANDES INSTITUTIONS DE RÉFÉRENCE

Le second ensemble du réseau entourant la Maison sera constitué des grandes institutions de référence historique : parmi elles, les grandes institutions culturelles, telles que les Archives nationales, la Bibliothèque nationale de France, le musée du Louvre, l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles, la Cité nationale de l'histoire de l'immigration, l'Institut national de l'audiovisuel (INA), le musée de l'Armée et le réseau des musées et lieux de mémoire du ministère de la Défense, le Centre des monuments nationaux, le Centre des archives diplomatiques du ministère des affaires étrangères et européennes, le Conservatoire national des arts et métiers, mais aussi des organismes qui, sans accueillir du public, jouent un rôle de premier plan dans la production historique : l'Institut de France, le Comité des travaux historiques et scientifiques (CTHS), la Délégation aux célébrations nationales, l'Institut des sciences humaines du CNRS, l'Institut national de la recherche archéologique préventive (INRAP), l'Agence nationale de la recherche (ANR), le Comité français des sciences historiques (CFSH), l'Institut national d'histoire de l'art (INHA), l'Institut français, etc. Appartient aussi à cet ensemble de grands musées d'histoire en région, comme le musée d'Aquitaine de Bordeaux, le musée d'histoire de Nantes au château des ducs de Bretagne, le musée Dauphinois de Grenoble et le musée de la Révolution française de Vizille, ou tel groupement exceptionnel dans une capitale régionale (par exemple, à Caen le musée de Normandie, le Mémorial-cité de l'histoire pour la paix et l'Institut mémoire de l'édition contemporaine). Sans oublier de nouveaux établissements comme le Centre Pompidou-Metz ou demain celui de Louvre-Lens.

S'y ajouteront d'abord la représentation nationale avec ses grandes institutions et lieux de mémoire toujours porteurs d'une part essentielle de l'histoire de la France (l'Assemblée nationale, le Sénat, le Conseil économique et social) ; les associations d'élus ensuite (l'Association des maires de France, l'Association des maires ruraux de France, les associations des présidents de conseils généraux et régionaux) ; enfin, des hauts lieux nationaux, du Panthéon au Mobilier national aux Gobelins.

Le partenariat entre la Maison de l'histoire de France et ces institutions et ces établissements déjà maîtres d'œuvres de riches programmes culturels, sera d'ordre plus ponctuel. Il s'orientera principalement vers la coproduction d'expositions temporaires, de cycles de conférences ou de rencontres. Mais une attention particulière devra être réservée aux établissements et réseaux dépendant du ministère de la Culture et de la Communication et de sa direction des Patrimoines, et au tout premier rang au réseau des Villes et Pays d'art et d'histoire.





LES « MILLE LIEUX D'HISTOIRE ET DE MÉMOIRE »

Car les premiers contacts en région, pris par l'Association de préfiguration de la Maison et par le groupe de travail « Réseau » du Comité d'orientation scientifique, ont permis de commencer à mesurer les attentes des « mille lieux d'histoire et de mémoire » de notre pays, dans toute leur diversité : musées, Villes et Pays d'art et d'histoire, services d'archives départementales et municipales, bibliothèques, monuments, associations à vocation patrimoniale ou soutenant l'organisation de fêtes historiques, sites archéologiques et historiques, mémoriaux, historiques, maisons de grands hommes, maisons d'écrivains, sociétés savantes, unités de recherche universitaires... Une réponse adaptée, concrète et efficace à certaines de leurs attentes et de leurs initiatives sera la clé du succès de la constitution et de l'animation du réseau ; elle s'appuiera en particulier sur les *correspondants* de la Maison.

La Maison s'efforcera ainsi d'être un lieu d'échange et de partage d'informations : cela passera par la mise en ligne sur son portail d'un calendrier des activités culturelles des lieux d'histoire, mais aussi par l'organisation régulière de rencontres professionnelles. Elle s'efforcera de donner une publicité particulière à un certain nombre de manifestations : la rubrique « actualités » de son site internet sera pour cela un emplacement de choix, qui permettra de fournir visites virtuelles, liens, développements divers... La Maison souhaiterait également proposer aux institutions qui le souhaiteront de conserver en ligne sur son portail une mémoire, sous la forme de quelques pages et d'images, des expositions dont elle aura assuré la publicité. Selon des modalités à étudier, la Maison proposera de soutenir la publication ou la diffusion de catalogues.

Elle pourra également, grâce à son bâtiment d'expositions temporaires, accueillir à Paris des expositions montées par des institutions locales, et faciliter leur circulation dans d'autres lieux. Elle coproduira aussi, en fonction de son calendrier culturel, des expositions avec ces institutions, et les montrera à Paris et en région. Le renouvellement régulier des aperçus sur l'histoire d'une ville proposés par la Galerie des temps, par exemple, pourra être l'occasion de partenariats étroits avec une collectivité locale.

Enfin, l'adoption d'un thème bisannuel par la Maison permettrait, par cycles successifs de deux ans, de mettre en valeur simultanément des institutions diverses. Ces thèmes seraient choisis et annoncés de façon anticipée, puis déclinés sous la forme de publications, de rencontres et de manifestations locales, avant d'être clos par une grande exposition. Ainsi, un thème portant sur saint Louis pourrait mettre en valeur la collégiale de Poissy, la ville d'art et d'histoire de Saintes, le centre culturel français de Tunis, la Sainte-Chapelle de Paris... Un autre cycle sur le sel dans l'histoire de France soulignerait la place d'Arc-et-Senans et du musée de Salins, mais aussi de Guérande, des mines d'Alsace ou encore de tel service d'archives départementales détenteur de riches fonds sur la gabelle.

LES LIENS EUROPÉENS ET INTERNATIONAUX

La Maison nouera des liens étroits avec des musées et des maisons en Europe et dans le monde dont les missions sont proches ou apparentées aux siennes. Ces liens pourront être variés, depuis des rencontres générales jusqu'à l'organisation d'expositions temporaires communes. Parmi ces maisons ou musées, il faut citer dès à présent le musée du *Risorgimento* à Turin, le musée de l'Europe et la future Maison de l'histoire européenne à Bruxelles, *l'Imperial War Museum*, le musée national d'Écosse à Édimbourg, le *Deutsches Historisches Museum* à Berlin, la *Haus der Geschichte der Bundesrepublik Deutschland* à Bonn, le musée national d'histoire des États-Unis à Washington, le musée de la Civilisation à Québec.





UNE EXPOSITION DE PRÉFIGURATION

À la question universelle : « qu'est-ce qu'une Nation ? », la réponse de la France s'est caractérisée par l'importance accordée à la diversité. Sur cette diversité, la France a, paradoxalement, fondé son unité et son identité. Sous le titre provisoire de « *La France, quelle histoire !* », l'exposition de préfiguration de la Maison de l'histoire de France, prévue pour la fin de l'année 2012 dans un lieu emblématique, et dont le commissariat sera assuré par Pascal Ory et Martine Segalen avec l'aide de Laurent Olivier et de Marie Lionnet, « dira » la France ainsi, à partir de six thèmes qui semblent l'incarner dans cette singularité : le rapport à l'espace, l'histoire de sa démographie et de son peuplement, le rapport au pouvoir, aux langues, à la religion, les Droits de l'Homme.

Chacune de ces six séquences thématiques sera exposée suivant un traitement diachronique. À chaque fois sera questionnée l'entité « France » en tant qu'espace et l'entité « Français » en tant que peuple. Les sujets traités seront replacés dans l'ensemble européen, ou mondial si le thème s'y prête. La liste des objets et documents, des différents outils virtuels (maquettes, montages audio-visuels, présentation en 3D, installations interactives, etc.) est déjà en partie établie et repérée. Elle servira à préparer le projet muséographique.



Naturellement, l'exposition de préfiguration s'inscrit dans l'esprit du propos de la Maison de l'histoire de France, tel qu'il est présenté dans les chapitres précédents.

Ce sera donc *une exposition d'idées avec une structure commune pour six espaces thématiques* traités de la même façon mais sans monotonie et où l'on trouvera :

- le développement du thème par des objets et images à l'appui d'une démonstration ;
- une mise en lumière de quelques figures populaires ou spectaculaires, et parfois leur antithèse ;
- un « contrepoint » éventuel, qui donne place aux contradictions et ambiguïtés du thème ;
- une fenêtre comparative ouverte sur une forme de construction nationale en Europe, voire hors d'Europe ;
- une frise chronologique relative à chaque thème.

Cette suite de séquences sera précédée d'un espace introductif et close par un espace de récapitulation mettant l'accent sur les ouvertures. La voici, en l'état de la réflexion.

SIX SÉQUENCES THÉMATIQUES

Celles-ci seront précédées d'une Introduction où seront présentés les scénarios concurrents des origines et de l'histoire de la France, tels que contés par les images d'Épinal, l'iconographie scolaire, les B.D., les films... , tout en accueillant le public par la présence chaleureuse, multiple et diverse des hommes et des femmes qui ont occupé cet espace (par exemple figurés par une succession de coiffures de tous genres et de toutes époques) :

- **séquence 1.** Terres, terroirs, territoires : la lente construction de l'espace, du néolithique à l'industrialisation : hommes et femmes au travail et dans leur quotidien, à travers le temps et la diversité de leurs occupations ;

- **séquence 2.** Peuples de la France : présentations démographiques interactives soulignant la spécificité de l'histoire démographique et migratoire française par rapport aux autres pays d'Europe ;

- **séquence 3.** De la royauté à la République : comment s'est fabriqué le pouvoir politique voué à normer et gérer ce qui sera le territoire de la France, de la royauté à la République ;

- **séquence 4.** Langues et langue : contre la diversité linguistique, le rôle du français dans la formation de l'identité nationale et dans le rayonnement de la France à l'étranger ;

- **séquence 5.** Religion et laïcité : la relation singulière de la France avec l'Église qui l'a modelée en profondeur mais aussi le plus vieux pays laïque du monde ;

- **séquence 6.** Des Droits de l'Homme aux droits de l'individu : la France « patrie des Droits de l'Homme » : origines, détournements, insuffisances et prolongements.

Une Ouverture sur la nation, « un plébiscite de tous les jours », conclura ces six séquences.

Au stade actuel, le projet de l'exposition s'affine et se précise en liaison avec le Comité d'orientation scientifique, l'aide active de l'Association de préfiguration et en dialogue avec les spécialistes de chacune des thématiques et les muséographes spécialisés dans des expositions d'histoire et d'anthropologie. Les contacts avec les musées, les dépôts d'archives, les lieux de mémoire et les divers établissements concernés sont en cours.



XI

DES AVANCÉES NÉCESSAIRES

L'établissement public administratif « Maison de l'histoire de France » doit voir le jour le 1^{er} janvier 2012. Sa forme juridique définitive est en cours de définition et le descriptif de ses missions prendra en compte les préconisations de cet avant-projet qui, amendées et enrichies publiquement, deviendront le projet de la Maison à la fin de l'année 2011. D'ici là le Comité d'orientation scientifique multipliera les consultations, les audits et les rencontres et, en liaison avec l'Association de préfiguration, favorisera l'activité des groupes de travail déjà en place, pour prolonger la réflexion sur les dix points énumérés ci-dessus.



Le Comité tient dès à présent à rappeler que les moyens humains affectés à la Maison de l'histoire de France devront être à la hauteur de l'ambition portée et de la variété des préconisations. Des personnels à la charge de l'État répondront évidemment à celles-ci. L'ampleur et la variété des manifestations que la Maison devra proposer à des publics nombreux et divers, sa volonté de valoriser la recherche, de favoriser la diffusion de la connaissance et de mettre à disposition une culture historique pour tous, devraient conduire aussi les responsables de celle-ci à mettre à l'étude l'apport des volontariats et le renfort des partenariats contractuels dans la mise en œuvre du projet. On pense particulièrement au rôle que pourraient y jouer la représentation nationale (assemblées, départements ministériels, collectivités territoriales, grands établissements, service civil) mais aussi la représentation associative (professionnels, sociétés savantes, lieux de rencontre et de mémoire, etc.) : bref, tous ceux qui attestent dans ce pays et à l'étranger d'un intérêt actif pour le passé, les patrimoines, les mémoires et l'histoire de la France.

La Maison en effet devra fédérer, produire et coproduire un éventail ouvert de manifestations, être porteuse d'initiatives originales et venues de tous les horizons. Elle ne se résumera pas à son site central mais animera un réseau de partenaires et construira une stratégie numérique de premier plan. Sa galerie des temps devra évoluer, se renouveler, présenter de nouvelles approches et des collections en rotation permanente. Ce dynamisme interne de l'établissement, garant de la présentation d'une histoire vivante, devra être garanti par un budget de fonctionnement suffisant, permettant cette mobilité et évitant une péremption inéluctable lorsque les moyens ne correspondent pas au propos.

En outre, ce budget devra permettre de développer le réseau et de conclure des partenariats avec différentes institutions, notamment de coproductions d'expositions et des coéditions. Il portera le volet numérique de l'établissement pour en faire le portail de référence dans le domaine. Des coproductions audiovisuelles seront ainsi développées. Dans le domaine de la diffusion de la connaissance historique, il autorisera le développement d'une véritable université populaire et le volet « valorisation » de certains programmes de recherche pourra être accompagné par la Maison. Bref, il s'agira, en tous points, de rendre possibles et applicables les préconisations contenues dans le projet.



ANNEXE

Le Comité
d'orientation scientifique
de la Maison de l'histoire
de France



SON RÔLE

« Un comité d'orientation scientifique est mis en place pour garantir la rigueur scientifique des contenus de la Maison de l'histoire de France, établissement culturel qui aura vocation à présenter au plus large public, sous des formes variées et évolutives, le rapport que les Français et tous ceux qui vivent en France – en métropole comme outre-mer – ont entretenu et entretiennent avec l'histoire, mais aussi les mémoires, les patrimoines et les cultures.

Ce Comité est composé d'historiens, de conservateurs et de médiateurs de l'histoire. Il est présidé par une personnalité nommée par le ministre de la Culture et de la Communication. Le mandat de ses membres est de deux ans renouvelables.

Le comité d'orientation scientifique est consulté et se prononce sur l'ensemble des composantes du projet et sur la politique culturelle de la Maison de l'histoire de France : galerie chronologique ; expositions temporaires et autres manifestations ; constitution du réseau des musées et lieux d'histoire et de mémoires ; échanges internationaux ; relations avec le monde éducatif et avec les organismes de recherche ; politique des publics ; création d'un portail de ressources documentaires.

Les réunions du comité d'orientation scientifique donnent lieu à des procès-verbaux qui sont rendus publics. À l'initiative de son président, certaines de ses réunions peuvent être publiques. Le comité d'orientation organise périodiquement des rencontres pour présenter l'avancement de ses travaux et nourrir sa réflexion en s'ouvrant à des contributions extérieures, françaises ou étrangères.

L'association de préfiguration de la Maison de l'histoire de France assure le secrétariat du comité d'orientation scientifique et fournit les moyens nécessaires à son fonctionnement. Le comité d'orientation scientifique bénéficie de l'appui de l'ensemble du ministère de la Culture et de la Communication » (Installation du Comité par M. le ministre de la Culture et de la Communication, le 13 janvier 2011).

SES MEMBRES

Jean FAVIER

Président d'honneur

Ancien directeur général des Archives de France ; ancien président de la Bibliothèque nationale de France

Jean-Pierre RIOUX

Président

Inspecteur général honoraire de l'Éducation nationale ; directeur de *Vingtième Siècle*.
Revue d'histoire

Dominique BORNE

Rapporteur général

Doyen honoraire de l'Inspection générale de l'Éducation nationale ; président du conseil de direction de l'Institut européen en sciences des religions

Jacques BERLIOZ

Directeur de recherche au CNRS ; directeur de l'École nationale des Chartes

Éric DEROO

Cinéaste et historien

Étienne FRANÇOIS

Professeur émérite à l'université libre de Berlin

Sébastien LAURENT

Maître de conférences
habilité à l'université de Bordeaux

Dominique MISSIKA

Historienne, productrice et éditrice

Laurent OLIVIER

Conservateur du patrimoine
au musée d'Archéologie nationale

Pascal ORY

Professeur des universités
à l'université Paris I-Sorbonne

Jean-Christian PETITFILS

Historien

Paule RENÉ-BAZIN

Conservateur général honoraire du patrimoine

Anthony ROWLEY

Historien, éditeur ; maître de conférences
à l'Institut d'études politiques de Paris

Donald SASSOON

Professeur d'histoire européenne comparée
à l'université de Londres

Martine SEGALEN

Professeur honoraire des universités ;
directrice d'Ethnologie française

Benjamin STORA

Professeur des universités
à l'université Paris XIII

Élisabeth TABURET-DELAHAYE

Conservateur général du patrimoine ;
directrice du musée national du Moyen Âge

Laurent THEIS

Historien, éditeur ;
ancien secrétaire général des débats
à l'Assemblée nationale

Anne-Marie THIESSE

Directrice de recherche au CNRS

Emmanuel de WARESQUIEL

Historien ; ingénieur de recherche à l'École
pratique des hautes études.

www.maison-histoire.fr